

---

**Ateliers culturels : Europe–Méditerranée–Golfe**  
**Fondation des Trois Cultures**  
**Séville, du 28 au 30 juin 2007**

---

**ATELIER VI : VALEURS PARTAGEES, VALEURS COMMUNES**

**NOTE DE SYNTHÈSE**

**par Jean-Christophe Attias, *président***

Les travaux de l'Atelier VI ont réuni les compétences d'une petite vingtaine de personnes, dont quelques-unes avaient déjà participé à la rencontre de Paris<sup>1</sup>. Outre les intervenants sollicités lors de la phase de préparation, diverses personnalités ont honoré de leur présence et de leur participation active l'une ou l'autre, et parfois plusieurs, de nos séances de réflexion. Ce fut notamment le cas de Jean Baubérot, président d'honneur de l'École Pratique des Hautes Études (Paris), Naomi Chazan, professeur à l'Université hébraïque de Jérusalem, Régis Debray, Senen Florensa, directeur général de l'IEMed (Espagne), Jacques Hutzinger, Ambassadeur de France, et Leila Shahid, déléguée générale de la Palestine auprès de l'Union européenne. De même, Simone Susskind, présidente d'« Actions in the Mediterranean » (Bruxelles), a pu faire une intervention, non initialement prévue, à la troisième séance.

Le programme fixé au départ a été assez rigoureusement suivi. Quatre thèmes, correspondant aux quatre séances de travail prévues, avaient été préalablement définis :

- Peut-on parler d'un espace de culture « euro-méditerranéen » ? Si oui, où faut-il placer ses frontières (septentrionale, méridionale et orientale) ?
- Droits de l'homme, citoyenneté, laïcité : un héritage « judéo-chrétien » ?
- Politique, diplomatie, gestion des conflits en Méditerranée et au Proche-Orient : autour de quelles valeurs communes ?
- Du partage comme valeur : espaces réels, espaces virtuels d'un dialogue authentique

---

<sup>1</sup> Le lecteur pourra se reporter, pour plus de détails, aux notices bio-bibliographiques données à la fin de ce document.

Chaque séance s'est ouverte sur quatre à cinq présentations liminaires d'environ 10mn, présentations suivies d'un débat auquel l'ensemble des participants a été invité à apporter sa contribution. Ce programme avait été communiqué à chacun une dizaine jours avant la rencontre.

La présente note de synthèse ne reflète qu'en partie le jugement personnel de son auteur. Elle puise en réalité l'essentiel de sa matière dans la réflexion conduite lors de la cinquième et dernière séance de travail, dite de « synthèse générale ».

### *Bilan intellectuel et humain*

Tous les participants se sont retrouvés pour dresser un bilan très positif, sur le plan intellectuel et humain, des deux journées qui les avaient réunis. Aucun « nomadisme » inter-ateliers (si ce n'est en notre faveur) n'a nui à la continuité et à la cohérence des discussions menées. Le petit groupe a tenu bon jusqu'au bout. L'écoute a été réelle, une atmosphère de confiance et de curiosité réciproques s'est très rapidement installée, et l'on a eu le sentiment, au fil des séances, d'un progrès effectif. Certes, et même en tenant compte de la diversité de leurs origines et de leurs parcours, les débatteurs avaient bien conscience, au fond, d'appartenir au même monde intellectuel et culturel, et si des différences d'appréciation et de jugement ont effectivement affleuré au cours des discussions, elles n'ont jamais relevé du conflit frontal ni de l'opposition irréductible. Cette relative homogénéité du groupe pouvait être perçue comme un manque, mais elle était peut-être la condition d'un dialogue constructif.

L'atelier s'est refusé d'emblée à réfléchir sur le concept même de « valeur ». Beaucoup nourrissaient trop de doutes quant à sa pertinence, ou quant à la possibilité d'une définition abstraite et générale réellement productive. C'est au fil des débats que des « valeurs » ont finalement émergé, de manière plus pratique que théorique. Ces « valeurs » possiblement communes, ou partageables, étaient les suivantes :

- *la réflexion* : Il est apparu que seule une complexification assumée de la pensée, un affinement sans concession de l'analyse, la prise en compte de tous les paramètres d'une situation et de tous les aspects de son évolution dans le temps (temps long de l'histoire, temps court de l'actualité) étaient en mesure de permettre une vraie prise sur le réel. Cela est apparu aussi bien à la faveur des débats consacrés à l'Islam politique qu'au fil des analyses développées sur le conflit israélo-palestinien. C'est le simplisme, le manichéisme, cultivés tant par certains politiques que par certains médias ou certains analystes, qui pour finir bloquent la résolution de certains conflits, et c'est sans doute d'ailleurs à cela qu'ils servent. Inversement, plus le regard s'aiguise, plus de réelles fenêtres d'action se font jour, plus d'opportunités de dialogue se dégagent.
- *la cohérence* : S'il y a bien une crise actuelle des valeurs, c'est en raison du spectacle affligeant constamment donné par les États comme par la « Communauté internationale » de la contradiction entre les discours tenus et les actes posés. Et s'il y a quelque moyen de sortir d'une telle crise, c'est en renonçant à la pratique du double standard et en revenant, pour s'y tenir, au principe de cohérence. Droit (droit international notamment) et justice doivent cesser d'être des mots vidés de leur sens par une pratique qui, se cachant derrière l'affirmation purement rhétorique des grands principes, en est en fait, et de manière insolente, la négation même.
- *la laïcité* : Il est encore apparu qu'on ne pouvait s'en tenir à l'idée que la laïcité serait une invention purement occidentale, ou même « judéo-chrétienne », à laquelle l'Orient, et notamment l'Orient arabo-musulman, serait absolument et définitivement étranger et rétif. Il est clair que les gouvernements des États

arabo-musulmans, pour diverses raisons, n'ont généralement pas érigé la laïcité en principe constitutionnel. Il y a pourtant « de la laïcité » en terre d'Islam, des formes de pratique laïque ou de « civilité » qui débordent très largement la référence religieuse et ménagent de réelles plages de neutralité citoyenne. Cette distinction entre « laïcité de principe » et « laïcité de pratique », sans occulter les profondes différences observables entre sociétés des deux rives de la Méditerranée, permettrait peut-être de penser et de construire, à terme, une « valeur de laïcité » réellement commune et partagée.

- *l'hospitalité* : Diversement exprimée et construite dans les cultures méditerranéennes, forme positive de la tolérance, accueil effectif de l'Autre, l'hospitalité est peut-être en dernier recours « la » valeur qui mériterait de devenir le partage de tous. Tandis que le monde arabo-musulman s'est peu à peu vidé, au fil des décennies, de ses populations non musulmanes (Juifs, chrétiens, etc.) et vit désormais dans un contexte historiquement inédit d'homogénéité croissante, le monde occidental, lui, peine à faire face au défi de l'immigration, légale ou clandestine, et de l'intégration de ses populations immigrées ou d'origine immigrée. Dans un cas comme dans l'autre, une réhabilitation de l'hospitalité, comme attitude individuelle et collective, ainsi que de *la confiance* mutuelle comme cadre et condition de cette hospitalité, outre qu'elle pourrait contribuer à réduire les tensions intérieures aux États, pourrait peut-être aussi favoriser l'émergence de formes nouvelles de dialogues – culturels et politiques – entre États.

#### *Autocritique et propositions*

Pour positif que, sur le plan humain et intellectuel, le bilan de leurs travaux leur ait paru, les participants de l'Atelier VI ne se sont pas aveuglés sur les limites de l'exercice auquel ils avaient été conviés. Ils ont eu le sentiment, au long de ces deux journées, de n'être pas dans « le monde réel ». Cette discussion à huis clos et comme « encapsulée » (pour reprendre un terme utilisé par Régis Debray), dans un grand hôtel climatisé situé à bonne distance du centre de Séville, n'était-elle pas vaine, gratuite, purement formelle ? Où étaient le public, les médias, les acteurs du dialogue réel, les militants, les décideurs, politiques, diplomates, chefs d'entreprises ? Quelle chance les réflexions conduites avaient-elles donc d'être entendues par ceux qui tranchent et qui agissent, ou de toucher les opinions ? N'y avait-il pas quelque chose de tristement dérisoire à se gargariser ainsi de mots entre gens de bonne compagnie, à se livrer à de belles joutes oratoires (sans danger), quand on savait que rien ne changerait au dehors, que presque rien, même, n'en transpirerait au-delà des limites d'un microcosme intellectuel fort policé ?

Ces interrogations expliquent que, pourtant dûment sollicités par leur président, les membres de l'atelier aient dans un premier temps marqué quelque réticence à formuler des propositions d'action concrète. Ils se sont d'ailleurs d'abord entendus pour suggérer aux organisateurs de la prochaine rencontre, à Alexandrie, d'adopter un format un peu différent, qui donnerait notamment toute sa place à la société civile. Ensuite, au-delà d'une exhortation générale, un peu convenue, et sans illusion, lancée aux chefs d'États et de gouvernements – exhortation à mettre enfin en conformité leurs politiques et leurs discours –, les membres de l'atelier ont envisagé de proposer, malgré tout, plusieurs types d'initiatives concrètes, notamment :

- l'organisation d'*États généraux des acteurs du dialogue autour de la Méditerranée* (favorisant la mise en contact des sociétés civiles euro-

méditerranéennes, la mise en réseau des associations et mouvements agissant sur le terrain, et la promotion de leur action) ;

- le renforcement du contrôle de l'application du droit international en Méditerranée, avec l'éventuelle création d'un *Observatoire* spécialement dédié ;
- une action volontariste visant à réduire la méconnaissance, alarmante et en constante progression, où les pays du Nord semblent s'être installés à l'égard des pays du Sud.

S'ils ont pu émettre des réserves ou exprimer des doutes sur l'efficacité ultime de leurs travaux, tous les participants de l'Ateliers 6 se sont retrouvés pour reconnaître que même un constat – peut-être provisoire – d'impuissance politique ne devait en aucun cas justifier le moindre défaitisme intellectuel. La rencontre de Séville restera pour eux tous un rare moment de pensée collective libre et généreuse, incitation à poursuivre l'effort, sans renoncements ni concessions, y compris dans des contextes moins protégés ou moins favorables.

## LE PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ATELIER VI

### Vendredi 29 Juin

9H45-12H00

#### **1. Peut-on parler d'un espace de culture « euro-méditerranéen » ? Si oui, où faut-il placer ses frontières (septentrionale, méridionale et orientale) ?**

**Jean-Christophe Attias** : Brève ouverture.

**Odd-Bjørn Fure** : The Scandinavian Configuration. Western Christianity, Islam and Judaism.

**Dominique Eddé** : Le temps, les temps, en Occident et en Orient.

**Farouk Mardam-Bey** : "Orient" et "Occident" dans la pensée arabe contemporaine (*excusé*)

**Mohamed Berrada** : Problématique de l'évaluation dans le domaine de la création et des actes culturels.

16H00

#### **2. Droits de l'homme, citoyenneté, laïcité : un héritage « judéo-chrétien » ?**

**Alberto Sucasas** : Monothéisme, pluralisme herméneutique et tolérance (le cas du judaïsme).

**Michael Warschawski** : Valeurs judéo-chrétiennes, valeurs universelles.

**Yadh Ben Achour** : Les droits de l'homme en islam entre les positions des négateurs, des réformateurs et des modernisateurs.

**Patrick Cabanel** : Nation, "laïcité", pluralisme.

**Betoule Fekkar-Lambiotte** : Du vécu de la laïcité et de sa non-transmission en Islam.

### Samedi 30 Juin

10H00-12H00

#### **3. Politique, diplomatie, gestion des conflits en Méditerranée et au Proche-Orient : autour de quelles valeurs communes ?**

**Pascal Boniface** : Géopolitique de la Méditerranée et du Golfe.

**Antonella Caruso et Jean-Pierre Filiu** : Note sur l'Islam politique.

**Jacques Andréani** : La question des valeurs dans ses rapports avec le droit et notamment le droit international.

12H30-13H30, puis 16H-18H30

**4. Du partage comme valeur : espaces réels, espaces virtuels d'un dialogue authentique - Synthèse générale.**

*12h30-13h30*

**Michel Cool** : Les espaces spirituels du dialogue.

**Kamel Benamra** : L'entreprise et la diversité.

**François Ernenwein** : La liberté de la presse.

**Saïd Branine** : L'internet comme espace de partage des valeurs au-delà des frontières nationales.

**Betiül Tanbay** : Syntaxe et sémantique, l'inversion des rôles.

*16h-18h30*

Discussion autour des communications présentées de 12h30 à 13h30 (45 mn) puis synthèse générale (1 h 45)

## PROCES-VERBAL DES TRAVAUX DE L'ATELIER VI

par **Michel Cool**, *rapporteur*

### Trois remarques préliminaires de Jean-Christophe Attias :

1. Un constat : La vingtaine de participants se présente comme un « *étrange attelage* » de par ses différences culturelles (Algérie, France, Norvège, Espagne, Belgique, Israël, Liban, Maroc, Tunisie, Turquie), professionnelles et expérimentales.
2. Une mise en garde : ne pas se tromper sur le sens de l'intitulé de l'atelier : le problème n'est pas le dialogue en soi, mais celui de ses modalités. Il est important de dialoguer avec justesse en évitant à la fois la parole glacée de l'expert et la sentimentalité de l'homme de bonne volonté : « *ayons le courage de nos divergences et de nos peurs !* »
3. Un triple objectif : développer une réflexion, poser un diagnostic et formuler des propositions concrètes.

### **1<sup>ERE</sup> TABLE RONDE : PEUT-ON PARLER D'UN ESPACE DE CULTURE « EURO-MEDITERRANEEN » ? SI OUI, OU FAUT-IL PLACER SES FRONTIERES (SEPTENTRIONALE, MERIDIONALE ET ORIENTALE) ?**

#### **Axes des interventions liminaires**

##### **- *Faiblesse démocratique***

Même dans des pays de longue tradition démocratique (exemple scandinave), il apparaît que les institutions ne suffisent pas pour garantir l'équité entre les minorités (juives et musulmanes) ; il faut le nécessaire concours des organisations de défense des Droits de l'Homme pour assurer le respect de ces populations.  
(*Odd-Bjørn FURE*).

##### **- *Puissance de la création***

Dans le contexte de fanatisme brûlant qui caractérise le monde arabo-musulman, la création artistique joue un rôle important pour deux raisons: 1. L'art et la littérature sont des vecteurs de critique et d'imagination qui libèrent un « moi » marginalisé par des discours dogmatiques et unanimistes ; 2. La production littéraire et artistique est pourvoyeuse de sens et de valeurs universalistes : elle est une source de renouvellement des récits et des interprétations. Il faut avoir confiance dans la puissance de la création.  
(*Mohamed BERRADA*)

##### **- *Crise du temps***

Le temps est dans le monde arabe la dimension gravement accidentée de notre actualité. Les hommes de pouvoir ont attendu quand il fallait agir et ils ont agi quand il fallait attendre. Ils se sont trompés d'heure dans leur gestion du temps. C'est une situation tragique car le temps qui a le temps pour lui est de retour chez les intégristes. Ignorer la question du rapport au temps, c'est se couper dangereusement du réel.  
(*Dominique EDDE*)

## **Discussion**

Les participants, parmi lesquels M. l'Ambassadeur Jacques HUNTZINGER, ont confronté leurs points de vue sur la notion d'espace. Les uns ont insisté sur l'importance de préciser les contours, les frontières géographiques de l'espace culturel « euro-méditerranéen » alors qu'il fait l'objet de projections politiques différentes. D'autres ont préféré valoriser la notion « d'espace-temps » qui aurait l'avantage de sortir de l'espace géographique, qui est souvent une source permanente d'incompréhensions, de malentendus et hélas, de conflits.

## **2<sup>E</sup> TABLE RONDE : DROITS DE L'HOMME, CITOYENNETE, LAÏCITE : UN HERITAGE « JUDEO-CHRETIEN » ?**

### **Axes des interventions liminaires**

#### **- Religions et modernité**

La modernité est l'ennemi commun des religions monothéistes. Mais le judaïsme se distingue en présentant une expérience où l'unité de la parole divine, de la Révélation, stimule une pluralité d'interprétations (discussions talmudiques). L'idée très moderne de pluralisme n'est donc pas étrangère au judaïsme. La possibilité donnée à l'autre d'exprimer son opinion, mais aussi d'intégrer celui-ci au sien est à mettre au crédit de la tradition juive. La tolérance n'est pas une invention moderne ou antireligieuse mais bien une invention de l'une des traditions monothéistes.

*(Juan Alberto SUCASAS PEON)*

#### **- Concepts dangereux**

« Valeurs » : concept ambigu et piégé : les valeurs évoluent dans le temps et dans l'espace : Amos et Josué sont tous les deux des prophètes bibliques, mais incarnent-ils les mêmes valeurs ?

« Judéo-chrétien » : concept guerrier pour définir le camp des civilisés (monde occidental), face à celui des barbares (monde arabo-musulman).

Le concept de Droit est plus clair que celui de « valeurs ». Il est impératif de le défendre, politiquement et philosophiquement, face aux remises en cause des néo-conservateurs de Washington et de Tel-Aviv.

*(Michael WARSCHAWSKI)*

#### **- Victoire des Droits de l'Homme**

La critique de la notion d'héritage judéo-chrétien s'impose : le christianisme a été une rupture (théologique, dogmatique et historique) avec l'Ancien Testament. L'islam a rétabli la théologie, le dogme et l'esprit primo-testamentaires. C'est pourquoi on peut parler d'« héritage judéo-islamique ». Autre point commun entre juifs et musulmans : personne ne peut parler en leurs noms, sauf les intégristes qui se placent au-delà de l'espace et du temps. Une valeur, c'est le triomphe final que l'histoire donne à certaines idées. Les droits de l'homme sont ainsi érigés en valeurs. On distingue trois tendances dans le monde arabo-musulman : les « négateurs » affirment la primauté des droits de Dieu ; les réformateurs ouverts à la législation occidentale, mais avec condition d'islamité ; les modernistes admettant les droits de l'homme sans condition d'islamité.

*(Yadh BEN ACHOUR)*



**- Fragilité des valeurs**

La dialectique de l'unité et de la pluralité est fondamentale dans l'histoire de la France et de l'Europe. Pour le meilleur comme pour le pire ! Pour le pire, elle est un facteur de brutalité des sociétés. Exemple : les guerres de religions au XVI<sup>e</sup> siècle, mais aussi les nationalismes au XIX<sup>e</sup> siècle. Le modèle inventé pour sortir des cycles de violences a été la laïcité. Mais l'Europe n'a pas été exempte de rechutes sanglantes au XX<sup>e</sup> siècle. La leçon à tirer de cette tragédie est que le triomphe des valeurs ne sanctionne pas la fin de l'histoire comme a pu le théoriser Francis Fukuyama.

(Patrick CABANEL)

**- Valeur de civilité**

« *Qui que tu sois, je t'accepte dans mon monde* » : cette manière d'être disponible à l'autre, fût-il mon ennemi, se dit « *adab* » en arabe. Cette notion de civilité est une philosophie de la vie tout à fait conforme au projet islamique, qui a été pratiquée des générations durant. La rupture de transmission de cette valeur est due à la référence apologétique de la civilisation islamique et à l'ignorance de la religion musulmane en général. Connaissions-nous nous-mêmes d'abord, pour appréhender l'autre. Réhabiliter le statut de la mère irait dans ce sens car elle est le premier agent de transmission de la valeur de civilité aux enfants.

(Betoule FEKKAR-LAMBIOTTE)

**Discussion**

Les participants ont centré leurs réactions sur deux thèmes principaux : la laïcité et la valeur du Droit.

- Laïcité : l'islam la pratique depuis la nuit des temps, mais les États se refusent à le reconnaître officiellement, car la rue n'y est pas prête : confrontée à la misère et à l'injustice, elle prête davantage l'oreille à la musique des intégristes. Le combat prioritaire à mener dans les sociétés arabes est donc celui du mieux-être social. C'est une chance pour les modernistes que la laïcité à la française existe. La situation de la Turquie a été évoquée pour souligner le paradoxe d'une société musulmane qui n'est pas arabe, où la laïcité a été imposée par le haut et qui est maintenant gouvernée par un parti d'obédience islamiste, élu démocratiquement. Enfin, certains ont déploré le manque de voix intellectuelles dissidentes pour s'opposer au discours dominant en islam.

- Le Droit : La guerre en Irak a illustré un recul spectaculaire et regrettable du Droit international dans la gestion des conflits. Il avait vocation à éviter le recours à la force et à privilégier la voie de la négociation. Force est de constater que l'attitude du gouvernement américain de M. Bush et de ses alliés, nous renvoie aux comportements des bellicistes (« va-t'en-guerre ») du XIX<sup>e</sup> siècle, mais en utilisant les technologies militaires du XXI<sup>e</sup>.

**3e TABLE RONDE : POLITIQUE, DIPLOMATIE, GESTION DES CONFLITS EN MÉDITERRANÉE ET AU PROCHE-ORIENT : AUTOUR DE QUELLES VALEURS COMMUNES ?**

**Axes des interventions liminaires**

**- Faux artisans de la paix**

Il y a 25 ans, le conflit israélo-palestinien était un conflit parmi d'autres : il est maintenant devenu central. La route de Bagdad passe inéluctablement par Jérusalem, malgré les néo-conservateurs qui nient cette évidence. Il existe deux catégories de faux partisans de la paix :

les tenants d'un état confédéral israélo-palestinien et les négateurs du caractère central du conflit (cf. thèse de Huntington). Ce conflit n'est pas religieux, mais politique et territorial. En le présentant comme religieux, on cherche à le rendre insoluble. Or ce conflit n'aura pas de solution militaire. Il ne trouvera de règlement durable et équitable que dans la recherche d'un accord politique.

*(Pascal BONIFACE)*

#### **- Diabolisation de l'islamisme**

Le mouvement islamiste et précisément le Hamas sont démonisés aux yeux des opinions publiques. Pourtant le Hamas a gagné les élections législatives non pas sur un programme d'islamisation de la société palestinienne mais de lutte contre la corruption et de transparence de la gestion des fonds publics. Une sortie de crise voudrait que l'on reconnaisse la diversité et les évolutions possibles du mouvement islamiste et qu'on imagine un dialogue possible avec lui sur la base des valeurs du dialogue et du pluralisme.

*(Antonella CARUSO)*

#### **- Islamisation des sociétés**

Des amalgames font rage entre les différents acteurs de l'islamisme politique qui est, par ailleurs, combattu par les djihadistes. Trois tendances structurent cette mouvance : les Frères musulmans ; les nationalistes ; la bourgeoisie néo-libérale et néo-islamiste : celle-ci veut rendre compatible islamisme et société de consommation. L'islamisme politique a peu progressé durant ces vingt dernières années. En revanche, l'islamisation des sociétés s'est accrue, en exploitant des aspects du modernisme, comme les nouvelles technologies.

*(Jean-Pierre FILIU)*

#### **- Régression démocratique**

Tous les acteurs du Droit international sont-ils d'accord avec ses règles et ses valeurs ? Les nations qui avant la création de l'ONU auraient été exclues du club des grandes puissances, ne sont plus très convaincues du bien-fondé de la démocratisation des relations internationales. Elle leur promettait une égalité de traitement et de considération : or, on assiste à une reprise en main, parfois par la force, et dans une démarche néo-coloniale, des affaires du monde par les nations les plus développées.

*(Jacques ANDREANI)*

#### **- La voix des femmes**

Malgré leurs efforts, les femmes ont du mal à se faire entendre dans les tentatives de résolution du conflit israélo-palestinien. En Belgique, une commission réunissant des Palestiniennes, des Israéliennes et des représentantes de la société civile belge s'est créée pour essayer d'influer sur les décisionnaires politiques. Une rencontre avec Condoleezza Rice a ainsi été organisée. Remarque : il faudrait élargir et renforcer le dialogue avec des représentants de la société civile iranienne qui se sent dramatiquement coupée du reste du monde.

*(Simone SUSSKIND)*

### **Discussion**

Les participants de l'atelier, rejoints par Leila SHAHID et Naomi CHAZAN, se sont interrogés sur les recours possibles face à des situations de crise et des conflits présentés comme insolubles. Ils ont évalué les forces et les faiblesses de ces recours que sont le Droit international et la société civile. Ils ont déploré qu'un conflit puisse apparaître insoluble à

cause des analyses trop souvent sommaires et réductrices des médias. La prise en compte de la complexité est une vraie valeur à faire valoir auprès des leaders d'opinion et des décideurs politiques. D'autres questions ont été soulevées :

- Faut-il oui ou non considérer le Hamas comme un interlocuteur possible ? Autrement dit : le dialogue entre théocrates et démocrates est-il envisageable ?
- L'aspect religieux du conflit israélo-arabe n'est pas primordial, mais il faut le prendre en compte.

#### **4e TABLE RONDE : DU PARTAGE COMME VALEUR : ESPACES REELS, ESPACES VIRTUELS D'UN DIALOGUE AUTHENTIQUE**

##### **Axes des interventions liminaires**

###### ***- Acteurs spirituels de dialogue***

Des voyages interreligieux (2004/2005) ont permis à quelque 600 Français de dépasser leurs différences et leurs divergences pour aller ensemble encourager des acteurs de paix en Israël et en Palestine. Ils ont pu toucher du doigt la complexité de la situation sur le terrain et entendre différents points de vue. Ce type d'initiative a l'avantage d'impliquer des représentants de la société civile dans une démarche de sensibilisation à la fois pédagogique et citoyenne. A l'instar de l'humanitaire, de la coopération scientifique ou culturelle, le spirituel peut créer des passerelles entre les hommes et proposer des espaces authentiques de rencontres et de dialogues.

*(Michel COOL)*

###### ***- Discrimination à l'embauche***

La discrimination en entreprise reste un phénomène très important en France. Les résultats d'une enquête menée en 2006 indiquent que le candidat à un emploi, au patronyme maghrébin, reçoit trois fois moins de CV que le candidat de référence. Mille entreprises ont à ce jour signé la charte de la diversité lancée en 2004. La loi française punit toute forme de discrimination directe ou indirecte dans l'emploi. Une Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité (HALDE) a aussi été mise en place.

*(Kamel BENAMRA)*

###### ***- Liberté de la presse***

La liberté d'opinion dont découle la liberté de la presse est une valeur universelle. Elle n'interdit pas la critique des croyances. Mais elle engage ceux qui l'utilisent à assumer pleinement leur responsabilité éthique. Le pluralisme de la presse est menacé par les effets pervers d'une concentration excessive des médias qui sont la censure et l'exploitation politique de l'information. Autre danger : la prétention de la presse à se substituer au pouvoir politique, au détriment de sa mission d'instance critique et civique.

*(François ERNENWEIN)*

###### ***- Culture du débat***

Premier site de l'islam francophone (8 millions de visiteurs par an) Ouma.com a été créé pour pallier un déficit de visibilité et un surcroît d'images (caricaturales) des musulmans. Ce site non confessionnel tient à garder le lien avec la base. La mise en ligne de forums de discussions ouverts à tous les internautes a été un choc pour les musulmans, plus habitués aux invectives qu'à une culture du débat. Devant ce climat d'intolérance, on a dû fermer le site,

puis créer des modérateurs. Aujourd'hui, grâce à une charte validée par les internautes, on assiste peu ou prou à l'émergence de vrais débats et dialogues.

(Saïd BRANINE)

### **- Objections mathématiques**

Les mathématiques reposent sur deux notions fondamentales, la syntaxe et la sémantique, la première étant au service de la seconde. Il y a donc différentes manières de formuler un problème, qui aident à rechercher la solution. Les politiciens, qui sacrifient le temps de la réflexion et la prise en compte de la complexité, ont de plus en plus de réponses - unilatérales et généralisantes - et de moins en moins de questions. La syntaxe prime alors sur la sémantique. Du coup, les mots de démocratie, de liberté, d'égalité sont vidés de leur sens. Et, on en vient à imposer comme principe universel cette idée aussi paradoxale qu'aberrante qu'il faut « faire la guerre au nom de la paix ! »...

(Betül TANBAY)

### **Discussion**

Les participants ont exprimé de vives inquiétudes sur :

- L'engourdissement des facultés critiques de la presse
- Le diktat de l'émotion au détriment d'un débat contradictoire et argumenté (ex : L'impossible débat avec Tariq Ramadan en France)
- La tendance dominante des médias : parler d'abord, penser après.

## **SYNTHESE GENERALE**

### 1. Rappel des principales valeurs communes qui ont émergé au fil des discussions qui ont alimenté les 4 tables rondes :

- La réflexion : accepter la complexité du monde (conflit israélo-palestinien, par ex.) ; antidote de la tentation à la simplification
- La cohérence : appliquer scrupuleusement les principes universels (Droit international, par ex.)
- La confiance et l'hospitalité : deux conditions fondamentales du dialogue, de la démocratie, d'acceptation de l'altérité sur les deux rives de la Méditerranée

### 2. Propositions pour la suite de ces rencontres (dans la perspective d'Alexandrie)

- Développer la présence des cadres d'entreprises, des jeunes, des acteurs religieux ; une plus grande représentation de la société civile.
- Donner plus de temps de préparation aux coordinateurs des ateliers.
- Ouvrir les ateliers au public et à la presse.

- Diversifier davantage le profil des participants (on est trop de la même culture, trop homogène).
- Continuer à penser aussi librement qu'à Séville.

3 . Propositions concrètes d'action pour faire émerger des valeurs communes et en assurer le partage :

- Adresser une exhortation aux décideurs politiques pour qu'ils veillent à ne pas trahir les valeurs et les principes qu'ils invoquent.
- Créer un observatoire de surveillance de l'application effective des principes et des règles du Droit international
- Lancer des états généraux des acteurs du dialogue en Méditerranée pour sensibiliser et impliquer davantage la société civile dans le processus en cours.

## **LE TEXTE**

### **DE QUELQUES-UNES DES INTERVENTIONS LIMINAIRES**

#### **Jean-Christophe Attias : Brève allocution d'ouverture.**

Nous formons à n'en pas douter un étrange attelage. Nos itinéraires personnels, nos cultures d'origine ou d'adoption, nos formations et nos métiers respectifs, jusqu'à nos langues d'expression, tout semble concourir sinon à nous diviser, du moins à nous distinguer. Chargé de diriger nos débats, je ne suis d'ailleurs moi-même pas le moins exotique des membres de cette assemblée. Je n'en suis certes pas le seul universitaire. Mais sans doute le seul médiéviste, et en principe – même si je reste tout de même votre contemporain et si, dans mon pays et même un peu au-delà de ses frontières, je m'efforce d'être un citoyen conscient et actif – le plus éloigné des enjeux brûlants d'une actualité qui, à n'en pas douter, sera nécessairement au cœur de nos réflexions. Ceci étant, si nous offrons l'image d'une assemblée pour le moins hétéroclite, j'y suis un peu pour quelque chose, puisque c'est moi qui ai choisi bon nombre d'entre vous. En vous réunissant, je courais le risque de la cacophonie, ou au pire, du malentendu. Ce risque, que j'ai pris, nous allons devoir l'assumer ensemble. C'est un beau, un vrai défi, et qui n'est pas sans rapport avec le thème que nous allons explorer : celui justement d'un partage des valeurs.

À cette première observation, je voudrais en ajouter une autre, en forme de mise en garde. Si j'ai finalement accepté la proposition de Mohammed Ennadj de prendre en charge l'atelier « Valeurs », c'est pour une raison assez paradoxale. Les expressions de « valeurs communes », de « valeurs partagées », et l'idée même de « dialogue interculturel » suscitent spontanément en moi une certaine suspicion. Derrière ces expressions, derrière cette idée même, je vois se profiler le danger d'un échange de pure forme, ou pire, d'un assaut de bons sentiments. Le dialogue est chose difficile, et je crois que nous devons l'assumer comme tel, à savoir comme une chose difficile. C'est un dialogue de ce genre que j'appelle de mes vœux entre nous. A bonne distance aussi bien de l'effusion sentimentale, naïve ou faussement naïve, de l'homme ou de la femme dit « de bonne volonté » – que de la parole glacée de l'« expert » faussement détaché. Le mot valeur, vous le savez, en français déjà, a de multiples connotations et ouvre sur les champs sémantiques les plus divers : ceux de la vérité, du sens, du beau ou de l'économie. Mais « valeur », en français, c'est aussi la « vaillance », le « courage ». Ayons donc le courage de nos divergences, ayons le courage du réel, ayons le courage de nos peurs même, car ce qui importe ici est autant de parler de ce qui nous divise et nous oppose, que de ce que nous avons en commun ou pourrions éventuellement partager.

Avant d'ouvrir les débats, et d'endosser mon simple rôle d'arbitre, je voudrais faire une troisième et dernière observation, elle aussi en forme de mise en garde. Nous sommes explicitement appelés, me semble-t-il, à développer une réflexion, à établir un diagnostic, et à formuler des propositions concrètes. Nous ne devons négliger aucun de ces trois aspects de notre mission. Je ne puis pourtant m'empêcher de vous dire les doutes que, spontanément, je nourris quant à l'efficacité de telles rencontres. Quelles garanties avons-nous que notre parole, effectivement, portera ? Que son écho sortira des murs de cet hôtel, qu'elle aura la chance, même la plus minime, d'influencer les vrais décideurs et de contribuer à modifier, si peu que ce soit et dans un sens favorable, le monde où nous vivons ? Nous repartirons, j'en suis sûr, très heureux de nous être rencontrés, d'avoir dialogué, et d'avoir personnellement, chacun, beaucoup appris à la faveur de ce dialogue. N'oublions pas, toutefois, que nous ne sommes pas là que pour ça – que nous ne sommes pas là, en gros, hommes et femmes de parole que nous sommes, seulement pour nous faire plaisir. Nous sommes là pour agir, ou pour, tout au

moins, peser, même de manière infime, sur l'action d'autres que nous. Pour cela, notre parole, alimentée par notre science, mais aussi enracinée dans nos expériences, devra à la fois être libre, être claire et être forte. Je ne doute pas – permettez-moi, pour finir, d'être tout de même un peu optimiste – je ne doute pas, dis-je, qu'elle le sera.

**1<sup>ERE</sup> TABLE RONDE : PEUT-ON PARLER D'UN ESPACE DE CULTURE « EURO-MEDITERRANEEN » ? SI OUI, OU FAUT-IL PLACER SES FRONTIERES (SEPTENTRIONALE, MERIDIONALE ET ORIENTALE) ?**

**Odd-Bjørn Fure : The Scandinavian Configuration. Western Christianity, Islam and Judaism.**

*Structures*

The current relations between Western Christianity - in this case Protestantism -, Judaism and Islam in the Scandinavian countries, can most fruitfully be analyzed and understood on the background of some basic structural traits of the societies of Sweden, Denmark and Norway. The most important of these traits can be summed up as follows:

1. While the Swedish development oscillated between representative institutions and an absolutist state in the seventeenth and eighteenth century, the representative institutions of Denmark-Norway were abolished with a coup and a stable absolutist state was established that lasted for almost 200 years.

2. The state in this area developed a bureaucracy of the Weberian model that has preserved many of its basic traits and its power until the current situation.

3. All Scandinavian states are prototypes of highly centralised, unitary states.

4. From the middle of the sixteenth century the dual power structure characterized by a complicated relationship between a national secular state and the trans-national Catholic church was superseded, and replaced by a state which represented an amalgam of state power and religion in the form of a state church – a state where Protestantism not only was the dominant religion, but was given a thorough privilege position. The transition from Catholicism to Protestantism in this era was a profound revolution from above that led to far ranging cultural impoverishment.

5. Confined by the State Church-institution, the Scandinavian states adhered to the principle of freedom of religion. But in practice there was one significant exception. In the first constitution of Norway, enacted in 1814, the Jews were excluded from the Norwegian territory. How could it happen that in a country where there were only a few Jews, and in a situation where emancipation of the Jews was prevailing in other countries, and with a constitution that was one of the most democratic in the world, and which proclaimed religious freedom, the Norwegian state prohibited the Jews from entering its territory? The question is unanswered to this day. The Norwegian society has had great difficulties at addressing the painful events of its history. The Jews gained access to Norway in 1851.

6. In the seventeenth century the Scandinavian states embarked on a development of a state of law. This essential trait of modernity anticipated the birth of modern representative institution which occurred between 1809 and 1949 in this region, and which inaugurated a long term process of democratisation in the field of institutions that was completed about 1920.

7. There has never occurred socio-political revolutions in this area, neither have there been regressions to authoritarian regimes, or development of totalitarian states – with the exceptions of those imposed by the German occupations power between 1940-1945.

8. One important trait of these emerging democracies should be underlined: The legacy of the absolutist state, and the persistence of the old bureaucracies, combined with the new representative institutions created a profound ambiguity between authoritarian and democratic governance.

9. Although there were inter-Scandinavian wars in the seventeenth and eighteenth century, the Scandinavian territory was generally outside or at the outskirts of European power politics and the great European wars – events that profoundly shaped interstate relations and mentalities on the continent. This location in the geopolitical periphery of Europe had three important consequences for our focus: firstly, the boundaries between the states remained stable, secondly, there was no forced migration of any significance, as was the case in some other parts of Europe, thirdly, and finally the countries in this region were more ethnically and culturally homogeneous than in other parts of Europe.

10. Historically, all Scandinavian countries were characterized by emigration – emigration to the USA and Canada. Waves of emigrants – hundred of thousands – left their countries in the nineteenth century and the beginning of the 20<sup>th</sup>. Without this possibility of exit, there would have been mass starvation, especially in Norway. From the 1970s the same region became a receiver of immigrants from great parts of the world. A majority of these immigrants were Muslims. In several countries in Southern Europe, and in the Mediterranean, Jews, Christians and Muslims had lived in a multifaceted relationship, ranging from peaceful coexistence, to wars, expulsions and massacres for one and a half thousand years. The Scandinavian countries were far less mentally prepared to cope with profound cultural and religious differences than the old immigrant countries like France, The United States and Great Britain.

### *Mentalities*

Judged by the standard of formal criterions of democratic institutions, the Scandinavian countries were certainly among the most democratic in the world in the inter-war period. But as we all know, especially on the basis of the example of the Weimar Republic, the real quality of a democratic regime can most adequately be shown by the character of the political culture, by the basic values informing this culture, that is, by the relationship between particularistic, nationalist vs. universalistic values. The political culture in all democratic states in Europe in this period was highly marked by particularistic values, based upon the belief that different ethnic groups constituted a hierarchy where the national majority population were always considered to be at the top. But because of the extreme ethnic homogeneity that characterized all these societies – and especially the Norwegian – the politics of assimilation, which was pursued to varying degree in all European countries, was especially hard in Scandinavia, with Norway as the worst case. It was particularly the small traditional ethnic minorities, the Sami- and the Romani-peoples which were exposed to this politics of cultural standardisation. From this experience we can draw the important conclusion that democratic institutions alone can not guarantee the integrity of ethnic and religious minorities. Only a political culture pervaded by universal human rights can secure a civilized politics towards minorities. A process towards a political culture of this type started definitively first after the Second World War. It is still – as we shall see - an unfinished process.

From the middle of the nineteenth century, the nationalism in the Scandinavian countries was primarily of a political character with varying relations between liberal and



conservative strands. But at the end of the century there was a general turn of the nationalism in ethnic direction. This shift was intertwined with an ever harder politics of assimilation and of xenophobic tendencies and signalled a intensified politics of cultural nation building – an endeavour that was particularly prioritized in Norway, having been a junior partner in the inter-Scandinavian unions.

The Holocaust in Norway, where about 35% of the Jewish population was deported and killed must be understood as a dialectic process between the German occupation force, the Norwegian collaborationist regime and constellation of forces in the Norwegian society. This process could never have started within the framework of a Norwegian democratic state. But when the order of deportation came from Berlin, and the whole register of the democratic state was suspended or smashed, a specific configuration of traditions, mentalities and institutions facilitated the crime: the extreme ethnic homogeneity, and the dream of cultivating this homogeneity, which made integration difficult, the perceived hierarchy of ethnic groups and the Weberian rationalist bureaucracy, with its impersonal tendency, deadly efficient and emptied of moral substance. No high ranking bureaucrat stood up – as was the case in more authoritarian states, Vichy France, Italy and Bulgaria – to protect the Jews.

### *Inter-religious relations in Scandinavia*

The first immigration to Scandinavian countries in modern times occurred at the end of the seventeenth century in Denmark and at the end of the eighteenth century in Sweden when a small number of Jews settled in these countries. Only at the end of the nineteenth century Jews immigrated in greater numbers to the two countries, although it would be wrong to speak of any mass immigration. In 1910 there were 5164 Jews in Denmark and 6112 in Sweden. In both countries the number doubled between 1900 and 1910. The bulk of the Jewish immigrants to Scandinavia came from the Baltic region in Russia.

As we have noticed, the Jews were excluded from the Norwegian territory by the constitution of 1814, and gained access in 1851. But only at the end of the century there was a tiny Jewish immigration to Norway, amounting to 1045.

Those Jews who immigrated to Norway after 1851 were not exposed to formal discrimination. But anti-Semitic and xenophobic attitudes caused real discrimination, although to a diminishing degree toward 1940. The discriminatory laws against the Jews in Denmark and Sweden were abolished gradually until the Jews were awarded full citizenship respectively in 1814 and 1970.

Although the Jews encountered many obstacles in their encounter with the Scandinavian societies, with the exception of the years of German occupation, the main tendency in the relationship between the Jews and the majority population was an ever stronger integration. The general picture is that the Danish Jews were most, and the Norwegian Jews least integrated in society. This difference had consequences when the Nazi assault on the Scandinavian Jews was launched in 1942/1943.

Until 1970 Islam had an insignificant presence in the Scandinavian countries. But in course of a 40 years period, Islam has grown to the second greatest religion in this region, with approximately 350 000 Muslims in Sweden, 200 000 in Denmark and 150 000 in Norway. The size of the population of the three countries are respectively 8, 5 and 4,5 millions. The growth of Islam represents a profound change of the religious landscape in Scandinavia, and a challenge to the dominant religious organisation – the state-church-institution –, which is disintegrating, and together with a wider spectre of multicultural and multi-religious diversity, also to the old conception of the nation state, which has to be redefined, and which is in the process of being redefined.

Islam in Scandinavia is an extreme complex and diverse phenomena. But still some paramount traits could be identified:

1. The members of the Islamic communities in Scandinavia represent a great number of nationalities and ethnic groups, mainly from Africa and Asia. The greater part, however, has their origins in the Middle-East, North-Africa and the Balkan. This brings the Scandinavian region direct in relation to the area which is in focus for this seminar.

2. The Mosques and other Islamic centres are mainly based on nationality, ethnicity and language rather than a pan Islamic ideology. The strong heterogeneity of Islam in Scandinavia is demonstrated by the fact that only in Norway, there is 59 different Islamic religious communities. This diversity within Islam represents a glaring contrast to the uniformity characterizing the Protestant church in these countries. In the 1990s this organisation based on difference and diversity, was supplemented by organisations which transcended national and ethnic boundaries.

3. Within Islamic communities in Scandinavia we may observe two main tendencies, each with many variations: The first, and predominant, is an endeavour to engage in reform processes, the second is aiming at different forms of Islamic fundamentalism. Both currents are engaged in identity construction, circulating around the question what it could mean to be Muslim in secular Europe.

4 In contrast to the Scandinavian Jews, the Muslims in this region – like the rest of Europe – are exposed to discrimination in different spheres of society, and they are also affected by segregation.

Additionally, in recent years there has been a marked tendency to polarization in the debate on Islam in all three countries.

### **Dominique Eddé : Le temps, les temps, en Occident et en Orient.**

Le mot « politique » – *siyassé* en arabe – signifie textuellement monter un cheval, le diriger. L'image que j'associe aujourd'hui à ce mot, c'est celle qui revient comme un leitmotiv de l'horreur dans plusieurs romans de Dostoïevski : c'est l'image d'un cheval dont on fouette les yeux. En ce début de XXI<sup>e</sup> siècle, la politique dans le monde arabe, qu'elle vienne du dedans ou du dehors, ressemble à cela : au lieu d'être fouetté pour avancer, le cheval est fouetté aux yeux, torturé, cloué sur place. Si je ne recule pas devant la cruauté de la métaphore, c'est qu'il me semble plus urgent que jamais de préférer la peur de la réalité à la peur des mots. Diagnostiquer le mal, le nommer en toutes lettres, me paraît être le seul moyen de mettre quelques chances du côté de la remontée. Or, à l'heure qu'il est, le mouvement est figé. Que l'on se tourne vers l'Irak, le Liban ou la Palestine, le temps des hommes et le temps de la décomposition ne font plus qu'un. Le premier est désormais à la merci du second. On peut agir à l'intérieur d'un temps qui se déroule, si déréglé soit-il, mais quand, dans un phénomène de pourrissement, le temps stagne et opère en vase clos, son pouvoir devient redoutable, quasi autonome. Il fait partie intégrante de l'éboulement, de l'effritement, de la désintégration. Il devient l'ennemi numéro un de celui qui l'ignore. On peut perdre, disait Borges, la notion de l'espace en perdant la vue. Mais quand bien même on perdrait, l'ouïe, l'odorat, la vue, le toucher etc. La conscience du temps, du passage du temps, reste intacte. C'est donc paradoxalement ce qui échappe le plus sûrement à notre entendement qui ne cesse, à aucun moment, de le hanter. Or ce rapport au temps, singulier dans chaque culture, région, religion, présent dans toute philosophie, est d'autant plus difficile à apprécier qu'il est, bien entendu, invisible, intangible. Si bien que les sciences humaines qui ont, par exemple, abondamment traité des traumatismes liés à la création des états nations au lendemain de la

chute de l'Empire ottoman, ont très peu abordé – pour ainsi dire pas –, la question de la violence faite au temps. En l'occurrence au temps de l'Orient par le temps de l'Occident.

Le grand blessé du XXe siècle arabe, oublié de nos livres d'histoire, c'est paradoxalement le temps. Non pas celui qui se compte en jours, en mois et en années, mais celui qui habite la langue, la pensée, les arts, la relation à l'autre, la relation à Dieu. Dans le très riche vocabulaire que consacre la langue arabe au temps, deux mots émergent : le *Zamân* et le *Waqt*. (Ils ont été conservés dans la langue turque). Le *waqt*, c'est le temps qui passe entre le début et la fin d'une phrase, d'une journée, d'une vie. Mais le temps qui règne par-dessus la durée de la journée ou de la vie, celui qui domine et qui n'a pas d'équivalent dans les langues latines, c'est le premier : le *zamân*. C'est un temps qui échappe à la montre et à l'espace. Aucune métaphore, pas même celle du fleuve d'Héraclite, ne s'en approche. Ce temps du temps, renvoie notamment au verset du coran qui indique qu'un jour pour Dieu, c'est mille jours pour un homme. (Cf. sourate el Hajj, verset 47). Il est, en un sens, le pilier de l'abstraction dans l'art islamique, ce temps sans début et sans fin. C'est lui qui, dans la peinture ou la mosaïque par exemple, induit la quintessence au sein de toute représentation. Le calligraphe et historien de l'art, Samir Sayegh, illustre parfaitement cette abstraction quand il dit : « un arbre, dans l'art islamique, est un principe d'arbre, une idée de l'arbre et non pas un arbre singulier ». On me dira à juste titre qu'il est universel, ce temps métaphysique, que toutes les philosophies et les religions du monde tournent autour. Certes, mais il a une valeur supplémentaire dans le monde arabo-islamique. Il se vit, se parle, se pense au quotidien. Il a un pouvoir énorme qui, selon la situation, peut générer le pire ou le meilleur. (On peut émettre au passage l'hypothèse qu'il joue peut-être un rôle inconscient dans le drôle de rapport qu'entretiennent nos pays au passé. Oublié ou mythifié, le passé est rarement répertorié, classé, archivé au sens occidental du terme. Tout se passe comme si le temps des événements – le temps du *waqt* – allait se jeter, se dissoudre, se perdre dans l'autre. Il en résulte une mémoire, elle aussi frappée d'abstraction, qui hante et obsède davantage qu'elle ne renseigne celui qui la vit. La pensée archéologique du musée, des archives, mémoriaux, etc., est un fait importé d'Occident).

Le XXe siècle arabe aura été, me semble-t-il, le siècle du pire, le plus coûteux des siècles pour ce temps intemporel. Sous la dictée de l'heure occidentale, le temps courant, le *waqt* a connu une précipitation qui l'a mis en rupture avec son tuteur, son surmoi en quelque sorte : le *zamân*. De cette rupture sont nées toutes sortes de malformations, de maltraitements, de crises proprement mentales, qui ont généré autant de rendez-vous manqués, d'actions précipitées, de brutalité, de somnolence. Des temps décalés, déboussolés, inadaptés, aveugles. Je dirais, de manière sommaire, que les hommes de pouvoir dans le Moyen-Orient arabe ont, d'une manière générale, attendu, lorsqu'il fallait agir et qu'ils se sont précipités lorsqu'il fallait attendre. Face à la toute puissance de la machine politique et militaire israélienne, que pour ma part je n'hésite pas à résumer d'un mot – la perversion – les pouvoirs arabes se sont systématiquement trompés d'heure dans leur gestion temps. L'Autorité Palestinienne aussi. La preuve ? Le résultat.

Il tombe sous le sens que cela ne signifie pas que l'analyse de la défaite arabe se rapporte à ce seul paramètre, mais disons que l'ayant si longtemps occulté, il importe plus que jamais de le prendre en compte. Je dis « plus que jamais », parce que nous sommes aujourd'hui dans une situation aussi inédite que dangereuse : le temps qui a tout le temps pour lui, le *zamân*, est de retour dans le camp des islamistes, et dans de mauvaises conditions : dans un *waqt* détraqué. Détraqué en Orient et détraqué en Occident. L'équipée américano-britannique en Irak étant la figure même de cette folie qui a consisté à croire que l'on pouvait substituer à l'œuvre du temps, celle des diktats, des beaux discours et des bombes.

Dans la guerre que se livrent à présent toutes les factions armées, d'un bord, d'une confession ou d'une autre, ignorer la question du rapport au temps, c'est se couper d'une

moitié de la réalité. Prenons, pour faire vite, un exemple spectaculaire : le 11 septembre 2001. Notons d'abord qu'en termes de référence la date l'a emporté sur le lieu. Que le jour l'a emporté sur l'année. Et au plan de la mémoire, l'instant sur le jour. Cet événement fut le contraire d'une conquête de territoire, ce fut une conquête de temps. Un attentat contre la montre occidentale. Un « coup de calendrier ». En se plaçant sur le seul plan de l'espace, la riposte armée qui a suivi a accéléré le processus qu'elle entendait stopper, elle est entrée dans un mur aussi géant qu'invisible: un bloc de temps décoché par rafales dans un espace mouvant. De quoi est fait ce temps, cet anti-temps ? Dans quoi puise-t-il ? Est-il court ou long ? Jeune ou vieux ? Combien lent, combien rapide ? Comment traite-t-il avec le passé, avec l'avenir, avec l'espace ? La question est infinie, vertigineuse. Ce n'est pas une raison pour renoncer à se la poser. D'autant que les réponses qui, au prétexte « d'agir vite », en font l'économie, pourraient bien conduire l'état actuel de piétinement et de blocage à des points de non-retours. Le point ultime et redoutable étant, bien entendu, celui qui ferait du nucléaire une option et non plus un objet de débat.

De prétendus « spécialistes » du Moyen-Orient nous ont expliqué que la vie, pour les poseurs de bombes, ne valait rien. Que ces gens aimaient la mort. Un point c'est tout. C'est avec ce genre de raisonnement que l'on confond tranquillement confort et vérité.

1) Il n'y a pas de portrait robot du poseur de bombe.

2) Prenons un cas particulier, celui d'un jeune palestinien qui va se faire exploser parmi des civils dans une ville israélienne. Au-delà de l'horreur, de l'effroi que nous inspire son acte, tâchons de penser à ce que représente, pour lui, le temps, le temps d'un mois, d'une année, d'une existence. Quelle différence entre 17, 18, 19, 30 ou 70 ans dans son système de représentation ? Tout dans sa situation laisse supposer qu'il n'y en a pas. La réalité qui ne se renouvelle qu'en chiffres de morts et de blessés empêche toute projection de soi dans le temps. À fortiori toute projection de l'autre. *El 'omr*, l'âge d'une vie, en arabe, est tué dans l'œuf, fini avant même d'avoir commencé. À force de pression, de réduction, de répétition, le temps, la perception du temps sont réduits, dans l'esprit de cet être, à l'instant au sens le plus infernal du terme. Plus rien ne distinguant une heure, une année de l'autre, seule la dernière goutte de temps étanche la soif de vivre : cette minute, cette seconde, ce dixième de seconde qui, dans l'explosion, feront la différence. Or, si l'on admet que la différence, c'est la vie, on est bien obligé de penser cette chose terrible : pour un jeune suicidaire palestinien, la vie n'est possible que pour une seconde, celle-là même qui est jonchée de cadavres. Il fut un temps, il y a un peu plus de vingt ans, où le père du même jeune homme trouvait la vie, se battait pour elle, résistait à l'occupation, en lançant des pierres. Ne pas s'interroger sur la raison pour laquelle la pierre est devenue une ceinture d'explosifs, c'est tourner le dos à la pensée. Car celui qui ne peut se figurer le temps de sa vie, l'imaginer ne serait-ce qu'un peu - ce temps qui, en Occident, fait l'objet de tant de recherches pour durer aussi longtemps que possible - celui-là n'a tout simplement plus de raison de le respecter, d'en tenir compte.

Prenons, après le cas du jeune palestinien, un autre cas extrême pour mieux cerner le gouffre qui s'est créé dans le temps, dans le rapport au temps. Prenons le cas d'un homme tel que Georges Bush. Essayons de nous figurer ce que représente pour lui la différence entre un an, deux ans ou quatre ans de pouvoir et de vie. Elle est énorme, phénoménale, incommensurable. Elle peut justifier, à elle seule, des décisions qui disposeront d'une manière ou d'une autre de la vie de millions d'hommes. Plus le temps gonfle d'un côté, plus il rétrécit de l'autre. C'est cela que j'appelle *Al waqt al moukhttal*, le temps détraqué qui affecte tout ce qu'il touche, y compris la notion même de démocratie.

Il m'est impossible, en dix minutes, c'est le cas de le dire !, de passer en revue toutes les figures défigurées du temps, en Orient comme en Occident. J'en prends une, la dernière, comme on pioche dans un sac de pions : l'écran de télévision qui affiche les derniers résultats de la bourse, avec - pour gagner du temps - en sous-titres ultra rapides, sous les chiffres du

grand capital, le bilan du jour en morts et en blessés au Darfour, en Irak, en Palestine ou ailleurs, prend-t-on la mesure du poison qu'il distille? Sait-on quel sera la conséquence de cette contraction démesurée du temps, de cette pollution mentale ?

En somme, nous courrons le risque de voir le temps quotidien de la construction, aspiré, balayé par son grand autre, un *zamân* en fureur, tombé entre les mains d'usurpateurs, héritiers autoproclamés de tel ou tel prophète. Contre ce temps-là, les armées, les menaces et les ultimatums, les services de renseignement et de sécurité, ne pourront rien. On ne donnera aux peuples des moyens d'apaisement, qu'en participant au rétablissement du lien entre les deux temps que sont le *waqt* et le *zamân*. Autrement dit : entre le temps de la montre et l'autre : le temps de Dieu, pour les croyants, du cosmos, pour les autres. On n'affrontera le temps qu'en travaillant à restaurer sa plasticité. En un mot : sa culture.

### **Mohamed Berrada : Problématique de l'évaluation dans le domaine de la création et des actes culturels.**

Aucun besoin de rappeler les divergences qui existent entre culture européenne et la culture des pays arabes méditerranéens.

La culture, loin d'être une simple instance spirituelle ou entité abstraite, est issue d'une interaction de certaines conditions historico-socio-politiques qui désignent ses formes d'expression et son contenu.

Il nous importe ici de mettre en relief une dichotomie caractérisant l'acte culturel et ses expressions, à savoir son aspect relatif, lié au contexte de sa production d'une part, et sa dimension universalité d'autre part, quand elle réussit à dépasser le contexte de sa production pour donner naissance à des œuvres qui se joignent au patrimoine universel. C'est cette partie « transcendante » de la culture qui permet rencontre et dialogue entre cultures différentes.

Les peuples riverains de la Méditerranée, malgré la divergence de leurs histoires et des composantes de leurs sociétés, possèdent des éléments suffisants pour élaborer un espace d'une culture basée sur des valeurs aptes à repenser les problématiques liées au voisinage et aux intérêts communs des pays qui occupent une place centrale dans le monde d'aujourd'hui.

La création et la culture sont bien placées pour confronter un contexte brûlant caractérisé par le fanatisme aveugle autour des identités ethniques et nationales, par la montée des intégrismes religieux investis dans l'action politique, et par l'attisement du racisme et le dénigrement des civilisations et des religions.

Concernant le projet d'une culture euro-méditerranéenne en tant qu'horizon de dialogue de plus en plus nécessaire, la création artistique et littéraire prend une importance extrême pour deux raisons :

1. Le statut de la littérature et de la création dans les pays arabes méditerranéens lui attribue une fonction de vecteur de critique, de dénonciation et d'innovation imaginative et esthétique. C'est surtout après la défaite de 1967 que la littérature et la création dans ces pays ont pris une distance vis-à-vis des régimes autoritaires et de la pensée intégriste et passiste. Ces formes d'expression, débarrassées des illusions nationalistes verbeuses et des idéologies « salvatrices », s'attellent à faire entendre la voix du Moi marginalisée et exclue par des monceaux de discours unanimistes et des enseignements répressifs... Cette littérature en révolte contre la tutelle patriarcale et l'asservissement idéologique a fait une grande place à l'individu et ses souffrances refoulées, d'où l'émergence d'un individualisme à caractère positif qui revendique la liberté personnelle et le droit au choix et à la mise en question des valeurs héréditaire. Avec une nouvelle conception, la littérature n'est plus une reproduction d'une identité donnée à l'avance, mais plutôt un processus esthétique qui relate le mouvement

et les chuchotements intimes qui prennent naissance entre le vécu et le rêvé, entre l'apparence et les transformations invisibles.

2. La création et les actes culturels dans les pays arabes méditerranéens assument un rôle de découverte et d'interférence avec des valeurs esthétiques et éthiques qui dépassent le cercle de l'identité locale ou nationale. Autrement dit, c'est à travers cette production artistique et littéraire que nous pouvons rencontrer des valeurs universalistes en train de prendre forme.

C'est à ce niveau, et en comparaison avec les œuvres réalisées dans les pays européens, que se pose la problématique de l'évaluation sémantique et formelle, vu les parcours différents de la création des riverains méditerranéens. Autrement dit, quelles valeurs faut-il suggérer pour une culture euro-méditerranéenne qui se constitue dans un monde de plus en plus globalisé, assigné à une consommation culturelle conformiste visant le divertissement et le lavage des cerveaux ?

Je crois que les valeurs à partager ne peuvent être celles de conformisme, de frivolité et d'uniformité. Un espace de culture euro-méditerranéen se justifie essentiellement par l'horizon nouveau qu'il propose face aux valeurs qui instituent la domination, la violence, le fanatisme et toute sorte de tutelle bafouant les droits de l'homme et confisquant sa liberté d'existence et de création. C'est pourquoi la production artistique et littéraire qui s'inspire des valeurs de cet avenir commun souhaité, peut jouer un rôle essentiel dans la mesure où elle nous (apprendra à raconter, selon la proposition de Paul Ricoeur, autrement les mêmes événements en fonction des projets nouveaux qui contribuent à renouveler l'interprétation<sup>2</sup>).

Raconter autrement les événements et renouveler l'interprétation, ce sont effectivement deux éléments efficaces pour confronter la multiplicité des héritages et élaborer un projet culturel universel ; mais faut-il encore analyser le contenu d'un « imaginaire social », selon la terminologie de Cornelius Castoradis, qui opte pour la démocratie en tant que question totale qui embrasse les ingrédients nécessaires pour l'homme dans son voyage vers la vérité et la justice, le savoir et la beauté tous liés à ses combats créateurs.

C'est cet imaginaire social qu'enfantent aujourd'hui des œuvres artistiques et littéraires sur les deux rives et qui aident à éclairer le long chemin vers un espace euro-méditerranéen où la société civile garantit le dialogue démocratique et l'alternance au pouvoir selon des choix humains qui cristallisent des valeurs sur terre et au sein de l'Histoire, loin de toute tutelle supraterrrestre.

## **2<sup>E</sup> TABLE RONDE : DROITS DE L'HOMME, CITOYENNETE, LAÏCITE : UN HERITAGE « JUDEO-CHRETIEN » ?**

**Alberto Sucasas : Monothéisme, pluralisme herméneutique et tolérance (le cas du judaïsme).**

De enfocarlo en función de sus raíces religiosas, el problema que nos ocupa puede ser abordado como un doble conflicto, al que cabe buscar solución mediante dos formas correlativas de diálogo. Por un lado, la confrontación se da *entre* los tres monoteísmos (judío, cristiano e islámico), invitando a un diálogo inter-religioso. Por otro, el conflicto opone la religión, sea cual sea la forma que revista, al mundo secularizado característico de la modernidad, con lo que demanda un diálogo entre la fe monoteísta y la conciencia moderna.

---

<sup>2</sup> *Où vont les valeurs ?*, Paris, Albin Michel, 2004, p. 77.

Consideraremos la segunda forma posible de diálogo: ¿hay valores comunes a la cultura religiosa de las tradiciones monoteístas y la cultura laica propia del hombre moderno, o, por el contrario, la incompatibilidad entre valores religiosos y valores profanos se impone como un hecho insuperable? En apoyo del primer miembro de la alternativa, recurriremos al análisis de uno de los valores nucleares de la civilización moderna, el de *tolerancia*, intentando rastrear su genealogía en la experiencia religiosa del judaísmo. A título de ejemplo, ese análisis incita a redescubrir las raíces monoteístas de elementos centrales del mundo secularizado, contribuyendo con ello a poner coto tanto al integrismo religioso como al laicismo anti-religioso.

Como es sabido, el ideal de *tolerancia* nace, en la modernidad, como reacción ante los estragos que las guerras de religión causaron en la sociedad europea. Sin embargo, se trata de un ideal ya presente en la tradición religiosa del judaísmo, muy en particular del rabínico, que propone una forma de experiencia espiritual respetuosa con la pluralidad de opiniones. Frente al lugar común que opone el dogmatismo religioso al pluralismo laico, el judaísmo talmúdico da sobradas muestras de cómo la unicidad de la palabra divina no es incompatible con la diversidad de voces humanas que la interpretan:

«R. Abba, en nombre de Shmuel, dice: Las escuelas de Shammai y Hillel estuvieron en desacuerdo durante tres años. Una de las partes sostenía: la *halajá* es tal cual nosotros la enseñamos, mientras que la otra parte decía: la *halajá* es como nosotros la interpretamos. Entonces se oyó una voz del cielo que decía: unas y otras son palabras del Dios vivo, pero la *halajá* es tal como la enseña la escuela de Hillel.»

Sin embargo, puesto que unas y otras son palabras del Dios vivo, ¿cuál fue el mérito de la escuela de Hillel para que la *halajá* fuera como ella la enseñaba? Los discípulos de Hillel eran pacíficos y modestos, pues, aunque defendían sus propias decisiones, también citaban las de la escuela de Shammai e incluso a las veces mencionaban las doctrinas de la escuela de Shammai antes que las suyas propias». <sup>3</sup>

Así pues, por sorprendente que pueda resultar hallar tal pensamiento en una obra religiosa, la unidad de la revelación (Palabra divina) no sólo tolera sino que incluso estimula la pluralidad de las interpretaciones (palabras humanas). ¿Por qué? Porque la significación *infinita* de la primera opera según una extrema concentración del sentido; su despliegue requiere de una serie indefinidamente abierta, nunca clausurada en un discurso dogmático, de interpretaciones *finitas*. De ese modo, la dialéctica religiosa entre infinitud (semántica divina) y finitud (hermenéutica humana) instaura dos principios capitales del moderno ideal de tolerancia. Por un lado, la legitimidad de discursos confrontados entre sí («unas y otras son palabras del Dios vivo»), sin que ningún hablante humano pueda apropiarse del monopolio del discurso: el habla divina, en lugar de reprimir la diversidad de pensamientos, la reclama. Por otro lado, la idea de que una reflexión se aproxima tanto más a la verdad cuanto más capaz es de dar acogida, en su propio interior, a la palabra del *otro*, actitud que en el pasaje talmúdico encarnan los discípulos de Hillel, «pacíficos y modestos».

Así las cosas, la tolerancia no sólo aparece como una virtud de la conciencia laica (cosa que sin duda es), sino también como una virtud religiosa, que otorga sanción trascendente al pluralismo de la reflexión entre los hombres. En la propia tradición religiosa cabe encontrar, pues, elementos de resistencia a la amenaza integrista o fundamentalista. Rastrear en sus textos fundacionales motivos inspiradores de signo humanista y emancipatorio puede contribuir a pacificar la conflictiva relación entre religión y mundo moderno, así como a profundizar el trasfondo axiológico común a los tres monoteísmos. En esa medida, ese ejercicio de auto-reflexión, en sí mismo no político, promete frutos considerables en orden a la pacificación definitiva de un mundo, el euro-mediterráneo, violentamente fracturado.

<sup>3</sup> Talmud, *Erubin* 13b, (en *Antología del Talmud*, edición de D. Romano, Barcelona, Planeta, 1975, pp. 277-278).

Interpretar el sentido de las tradiciones religiosas puede ser, de manera indirecta, un imperativo ético-político de primera magnitud.

## **Michael Warschawski : Valeurs judéo-chrétiennes, valeurs universelles**

### *Question de méthode*

Je ne crois pas qu'il y ait des valeurs juives ou chrétiennes ou musulmanes. Elles varient avec le temps, elles changent avec les réalités sociales et le contexte dans lequel elles s'affirment.

Que sont les valeurs juives ? Celles de Josué qui a mené une guerre d'épuration ethnique, ou celles du prophète Amos, qui a prêché la justice sociale ? Celles de Karl Marx ou de Marx and Spencer ? Et aujourd'hui, en Israël, qui « représente » les valeurs juives ? les Rabbins pour les Droits de l'Homme qui manifestent contre la colonisation ? Le communisme est-il une valeur judéo-bolchevique, comme le disaient les Nazis ? Le capitalisme serait-il une valeur juive, comme l'affirmaient certains courants anarchistes au tournant du XXe siècle ?

Et que sont les valeurs chrétiennes ? Jésus ou Torquemada, Mère Theresa de Calcutta ou Pinochet, le Pape Jean XXIII ou Benoit XVI ?

### *Trait d'union et tiers exclu*

Généralement, quand on met un trait d'union entre deux concepts, et plus encore entre deux groupes, on veut en exclure un troisième.

Si l'on examine l'histoire allant du début du Moyen Age aux temps modernes, on est en droit de s'interroger sur la nature du trait d'union qui lie Juifs et Chrétiens : il ne s'agit pas, pour l'essentiel, de relations harmonieuses, de coexistence plus ou moins pacifique, mais bien d'un trait d'union fait de sang, des croisades jusqu'à l'hitlérisme, phénomène dont les racines plongent bel et bien dans la culture chrétienne et sa modernité. Jusqu'à des temps très récents, les Juifs ont été exclus de l'Europe Chrétienne, expulsés au Moyen Âge, discriminés à l'époque classique, socialement exclus après la révolution française, exterminés par millions à l'ère moderne.

Ce qui n'a pas été le cas, et il est bon de le rappeler, dans la civilisation musulmane : sans idéaliser une société, dont la réalité pré-moderne exclut évidemment le concept d'égalité envers les minorités confessionnelles, nul ne peut nier des siècles de coexistence pacifique et de création culturelle commune. Même si elle a connu des hauts et des bas, les dix siècles d'El Andalus qui ont marqué un des sommets de la civilisation d'Occident ont été ceux d'une véritable civilisation judéo-musulmane. Si les Juifs n'ont pas connu, dans la civilisation musulmane, l'égalité, il n'ont connu ni l'exclusion, ni, a fortiori, le génocide.

En ce sens le trait d'union entre juif et musulman est incommensurablement plus pertinent que celui qui lie juif et chrétien.

### *Judéo-chrétien : un concept de guerre*

L'actualisation des concepts de civilisation judéo-chrétienne et de valeurs judéo-chrétiennes se situe dans le contexte global de la stratégie néoconservatrice de choc des civilisations : nous avons, d'un côté, LA civilisation judéo-chrétienne, celle qui porte les valeurs du progrès, de l'émancipation, des droits de l'homme, de la libération de la femme, et de l'autre, les barbares, assimilés de plus en plus ouvertement à l'Islam.



En ce sens, ces concepts sont, comme tous les concepts, des constructions, et dans notre cas présent, des constructions guerrières.

L'intérêt porté au cours des dernières années à ce concept de valeurs judéo-chrétiennes, est partagé à la fois par des idéologues chrétiens (ou de culture chrétienne) et par des dirigeants communautaires juifs. Pour les premiers, c'est, dans une certaine mesure, une façon de faire oublier la nature réelle des relations judéo-chrétiennes au cours des siècles, y compris l'antisémitisme moderne, de l'affaire Dreyfus au nazisme et à la collaboration. Pour de nombreux Juifs, c'est la reconnaissance de leur place légitime dans l'Europe : ils cessent d'être l'Autre de l'Occident, laissant cette place d'exclusion au Musulman.

Intérêts communs ? A court terme uniquement : si on se penche sur la théologie de certains courants protestants-intégristes aux Etats-Unis qui sont aux avant-postes du soutien inconditionnel à Israël, on ne peut échapper à la conclusion que leur philo-sionisme extrême s'accompagne d'un antijudaïsme profond qui implique, à terme, la disparition du Juif.

Cette alliance judéo-chrétienne est donc bien une alliance de guerre, une alliance contre. Et ce n'est pas un hasard si c'est précisément au sein de ces courants protestants d'extrême droite que l'on retrouve les chantres et les idéologues du choc des civilisations et des nouvelles croisades contre l'Islam.

### **Betoule Fekkar-Lambiotte : Du vécu de la laïcité et de sa non-transmission en Islam**

Notre atelier se consacre à mener une réflexion sur les "valeurs partagées, valeurs communes". Des conférences d'hier, j'ai retenu qu'il nous faudrait "fournir de la matière opérationnelle, bâtir des ponts", "le pire d'une culture [étant] de rester seule" (Régis Debray).

Il me semble important d'abord, de donner une définition de la laïcité et de son synonyme, *al adab*, puis de voir quelles sont les sourates du Coran auxquelles *al adab* se réfère.

Il nous faut savoir aujourd'hui où nous en sommes et ce qu'il y a lieu de faire.

#### *1. Laïcité. Peut-on appliquer ce terme à une société islamique?*

Si nous retenons la définition qu'en donnait Jean Jaurès, à savoir "la fin de l'infaillibilité d'Église ou d'État, autrement dit la fin des réprochés, la possibilité de vivre ensemble malgré nos désaccords", alors cette laïcité apparaît comme un champ ouvert à l'échange et à l'expression de l'altérité.

Jean-Michel Belorgey dit : "elle n'est pas un système de valeurs, c'est un système tendant à organiser la cohabitation entre des valeurs *différentes*."

C'est dans cette notion de différence que nous retrouvons les valeurs *nourrissant une philosophie de la vie*, qui, elle, est conforme au projet islamique.

Des valeurs différentes, c'est-à-dire exprimant des diverses approches philosophiques. Dans l'islam, nous avons ce qui tient lieu de laïcité : *al adab* - car la laïcité n'existait pas il y a quatorze siècles.

*Al-adab* fait référence au fondement d'un islam d'ouverture désiré par les nombreux penseurs musulmans depuis fort longtemps. Cet islam d'ouverture, appelé *ijtihad*, va nettement au-delà de l'application stricte du dogme : il s'agit de trouver le principe philosophique de l'existence islamique.

Qu'est-ce que *al-adab* ? C'est le principal apport de la civilisation islamique. Il se définit comme "la civilité" dans les rapports humains. Il est d'inspiration coranique et donne aujourd'hui encore du sens :

- à l'hospitalité : qui que tu sois, je t'accepte dans mon monde.

- au respect de l'autre : être à l'écoute et être disponible à lui (fût-il mon ennemi). Cette attention, cette courtoisie consiste essentiellement à ne pas faire "perdre la face" à autrui. Le soin apporté à la considération de l'autre est capital.

- au pouvoir dissimulé mais présent des femmes : celles-ci sont à l'origine de *al-adab*, car c'est le premier principe éducatif transmis par la mère.

Le silence des femmes n'est pas indifférence dans la culture islamique : il est respect de l'autre (surtout quand il parle), observation des situations, prises de décisions en-dehors de "l'étranger" - étranger à la famille, au clan.

Cette "*civilité*" vise aussi l'aptitude à être citoyen, renforçant ainsi la séparation du religieux, du spirituel, de ce qui est de l'ordre social et politique. Le clivage du monde intérieur et du monde extérieur se trouve établi d'entrée de jeu quand on est éduqué selon *al adab*. La citoyenneté/l'extérieur/le dehors est indépendant de l'évolution intérieure/le dedans : la notion de libre-arbitre trouve là sa justification. Chaque être est singulier car il est en relation directe avec Dieu, et sa relation à la société relève d'un engagement conscient et volontaire.

Parmi les nombreuses sourates coraniques, quelles sont celles qui illustrent le mieux cette philosophie d'ouverture à l'autre ?

*"Nul contrainte en religion, la voie droite se distingue clairement de l'erreur."* (s. 2, v. 256)

*"Si ton Seigneur l'avait voulu, tous ceux qui sont sur la Terre auraient cru. Est-ce à toi de contraindre les gens à devenir croyants ?"* (s. 10, v. 99)

*"La vérité est celle de votre Seigneur. Croit qui veut et ne croit pas qui veut."* (s. 18, v. 29)

*"Rappelle que tu n'es là que pour rappeler, rien d'autre. Tu n'as sur eux aucune autorité despotique."* (v. 58, v. 21-22)

*"Si Dieu le voulait, ils ne seraient pas des idolâtres ! Mais nous ne t'avons pas désigné comme leur tuteur et tu n'es point leur curateur."* (s. 6, v. 107)

*"Et nous avons fait de vous des nations et des tribus pour que vous vous entre-connaissiez"* par la concertation, l'échange et la parole... (s. 49, v. 13)

Aujourd'hui où en sommes-nous de la transmission de ce principe de vie qui correspond à la laïcité ?

La non-transmission de cette civilité islamique est due, notamment :

- à la présentation apologétique du passé de la civilisation islamique, ce passé mal connu contraint à une comparaison défavorable avec le monde moderne.

Un exemple concret :

*"Haroun al Rashid était éloquent, généreux, noble, intelligent ; par alternance, tous les deux ans, il accomplissait un pèlerinage à La Mecque une année, et livrait la guerre sainte l'année suivante. Il était un homme de lettres, à l'esprit vif. Il connaissait par cœur le noble Coran, il était un grand savant doté d'un sens esthétique raffiné et d'une grande capacité pour le juste discernement. Il était courageux pour le triomphe de la justice..."* (*Les Règles de la langue arabe*, livre marocain)

Quand on sait que Haroun, qui était certes un grand calife abbasside, n'était ni un saint dans sa vie privée (très nombreuses concubines, soirées de libations...), ni un gouvernant juste (sa façon de liquider les Barmaki en dit long sur son sens de la justice), on a une idée de la distance qui sépare la réalité de l'image idéalisée donnée.<sup>4</sup>

---

<sup>4</sup> Mohamed Charfi, *Islam et liberté, le malentendu historique*, Paris, Albin Michel, 1999.

- à l'ignorance de la religion.

La religion musulmane mérite d'être connue loin des clichés et des commentaires faciles: on se limite à une connaissance approximative – quand elle existe – du dogme, de la *char'ia*. Cette méconnaissance laisse sous silence ce qui est la philosophie de la présence musulmane au monde moderne. Il est évident que la notion de "civilité" mériterait d'être mieux connue, y compris par les musulmans eux-mêmes.

- à la perte de nos identités.

L'identité musulmane se confond avec les problèmes matériels et sociaux (chômage, crise du logement, etc.). Rappelons que pendant la colonisation française en Algérie, les Algériens étaient réduits à leur condition de musulmans, et par là même, privés de leur responsabilité de citoyens.

- à l'impossibilité de **se** connaître et par là même, de connaître **l'autre**.

Actuellement, il nous faut savoir qui nous sommes, quelle est notre histoire, pour pouvoir nous ouvrir à autrui. C'est la condition première pour être réceptif à la richesse éventuelle que peut nous apporter l'autre, l'inconnu. C'est dans la confrontation de ce que nous sommes et de l'altérité qu'il est possible de vivre.

- à la non-maîtrise de la langue arabe, qui constitue une coupure avec son héritage social.

- au statut de la mère, premier agent de transmission, quelles qu'en soient les apparences.

### *Que faire?*

- multiplier les rencontres.
- être à l'écoute : je veux dire accepter les propos de l'autre (y compris les plus excessifs et savoir d'où il parle, quelles ont été ses frustrations).
- donner de l'importance à *l'éducation à l'autre*.

### *Conclusion*

L'islam a besoin de la patience de son environnement. Rappelons que les musulmans ne sont qu'en 1400 de leur ère, les chrétiens sont en 2000, les juifs en 5000... et l'islam n'a pas eu l'apport d'un Spinoza.

Aujourd'hui nous sommes en pleine période de mutation. L'évolution de l'islam vers le progrès est inexorable. La violence des islamistes – ce sont eux les grands perdants – leurs crispations, leur absolutisme sont des combats d'arrière-garde.

*L'ijtihad*, l'ouverture, l'évolution, sont devenues des nécessités impérieuses.

Il nous faut donc tabler sur les valeurs communes à l'espace méditerranéen : l'hospitalité, la civilité en sont des plus partagées.

### **3<sup>E</sup> TABLE RONDE : POLITIQUE, DIPLOMATIE, GESTION DES CONFLITS EN MÉDITERRANÉE ET AU PROCHE-ORIENT : AUTOUR DE QUELLES VALEURS COMMUNES ?**

#### **Pascal Boniface : Géopolitique de la Méditerranée et du Golfe**

Il faut en effet parler des conflits du Proche-Orient et non pas du conflit du Proche-Orient. Il y a plusieurs conflits, Palestine, Liban, Irak, Afghanistan, qui interfèrent négativement les uns sur les autres, qui ont à la fois leurs vies autonomes et en même temps des interactions réciproques. Le conflit israélo-palestinien est aujourd'hui central. Lorsque j'ai commencé à travailler sur les questions stratégiques il y a 25 ans, le Proche-Orient était une zone stratégique parmi d'autres. Il y avait également l'Amérique centrale, l'Afrique australe, l'Indochine, etc. Chacune de ces zones avait des racines régionales autonomes et était reliée au grand conflit Est/Ouest.

La route de Bagdad passe par Jérusalem, plus que la route de Jérusalem ne passe par Bagdad. Les néo-conservateurs pensaient qu'en modifiant le régime en Irak, ils pourraient modifier le régime sur la région. On ne pourra avancer au niveau régional tant que le conflit israélo-palestinien ne sera pas résolu. Il y a deux façons de ne pas être un véritable artisan de la paix, soit en niant la solution des deux Etats, en prenant par exemple une confédération qui est une façon de renvoyer à l'ultra, ultra futur, toute paix, mais également ceux qui nient la centralité du conflit, pour dire que si la paix est bien sûr souhaitable, elle n'est pas essentielle à l'équilibre stratégique mondial et qu'il n'y a pas d'urgence ou en créer les conditions.

Eviter le choc des civilisations passe par la résolution du conflit israélo-palestinien qui n'est pas un conflit religieux ou ethnique, mais bel et bien un conflit politique. Comment expliquer cette centralité ? Par sa durée, de tous les conflits non résolus, c'est celui dont les racines sont les plus anciennes et qui se déroule de plus le plus longtemps, mais surtout par le double standard, avec l'impunité totale d'Israël face au non-respect du droit international et une sévérité absolue par rapport aux Arabes lorsqu'ils sont dans le même cas. Et ce quand par rapport aux autres conflits, le conflit israélo-palestinien est un conflit que les stratèges qualifieraient de basse intensité. Il y en a en effet qui sont beaucoup plus sanglants et cruels que celui-ci, mais dans les autres conflits, la perpétuation n'est pas attribuée, par un soutien occidental ou en tous les cas américain, à l'une des parties au conflit.

Par ailleurs, le développement des médias fait que dans tout le monde arabe et musulman, le conflit est vécu au quotidien. Il y a un paradoxe, alors que les Etats-Unis assurent la sécurité d'Israël, ils laissent les Israéliens guider de façon totalement indépendante leur agenda stratégique. Lorsque les Américains soutenaient et garantissaient la sécurité de l'Allemagne, l'Allemagne n'avait pas la possibilité de déroger à l'agenda fixé par les Américains. Le paradoxe c'est que la solution est connue – celle des deux Etats, partage de Jérusalem – elle est acceptée par la majorité des opinions israéliennes et palestiniennes et pourtant il n'y a toujours pas d'accord. Il ne peut pas y avoir de solutions militaires à ce conflits, et comme il n'y a pas d'accords car même pas de négociations entre protagonistes et qu'il n'y a pas de pressions extérieures, le conflit non seulement perdure mais s'aggrave avec des conséquences potentielles négatives pour la sécurité mondiale

## **Jacques Andréani : La question des valeurs dans ses rapports avec le droit et notamment le droit international**

Le système international est le cadre dans lequel se posent et se résolvent les problèmes de la vie commune entre les hommes. C'est un système dont le principal élément constitutif est l'Etat, supposé souverain. Le comportement des Etats et leurs rapports mutuels font l'objet d'un certain nombre de règles.

Pour apprécier les chances d'une coexistence harmonieuse entre les humains, il est important de savoir si les acteurs internationaux dans leur ensemble sont en accord avec ce que doit être le système international.

Ce système a évolué avec les périodes historiques et il est constamment en changement.

A une époque, il dépendait des aires de civilisation. Il y avait au Moyen Age un système chrétien, dont les règles étaient définies par l'Eglise et dont le fonctionnement était arbitré par le Pape. Un processus d'unification s'est déroulé peu à peu. Mais jusqu'à la fin du XIXe siècle, on a eu un ensemble de règles qui s'appliquaient aux relations entre les nations dites « civilisées », et qui n'étaient pas valables pour les autres. Ces autres n'avaient pas les mêmes droits. Les nations « civilisées » avaient une mission « civilisatrice » dans les zones où il y avait une « tâche blanche » sur la carte, où l'on considérait qu'il n'existait pas de structures étatiques dignes de ce nom. C'était la justification de la colonisation.

Les nations « civilisées » formaient le « concert des nations » et entre elles s'appliquaient les principes du « droit des gens ».

Comme le raconte le professeur Yadh Ben Achour, lorsque les principaux Etats ont voulu faire entrer l'Empire ottoman dans leurs délibérations, ils ont déclaré, au Congrès de Paris de 1856 : « Les Puissances – c'est ainsi qu'elles se nommaient elles-mêmes – admettent la Sublime Porte aux avantages du droit public et du concert des nations. »<sup>5</sup> Il s'agissait, derrière ce langage hautain, d'amadouer l'Empire turc pour mieux le dépecer, ou plus exactement pour mieux contrôler son dépeçage.

Le système ouvertement inégalitaire du XIXe siècle s'est modifié.

D'abord, les principes de base ont changé. La distinction entre nations civilisées et non civilisées s'est atténuée. On a parlé de « pays développés » et « en développement » et la « mission civilisatrice » a fait place au devoir de contribuer au développement. Les concepts placés à la base du droit sont devenus des concepts universalistes. Des textes de l'UNESCO soulignent que le monde actuel « a pris conscience de l'unité du genre humain ». Se fondant sur cette idée, la Communauté internationale a dénoncé et réprimé le génocide et le crime contre l'humanité. L'idée d'une justice pénale internationale a été proposée et a connu un début de réalisation.

Simultanément, les prérogatives solides de l'Etat-nation ont été mises en cause de tous côtés. Les responsabilités, les devoirs, des Etats devant la Communauté internationale ont été affirmées de façon quelquefois révolutionnaire, comme dans le cas de l'apartheid, dans lequel la Cour Internationale de Justice a affirmé en 1971 que la puissance mandataire – l'Afrique du Sud – devait tenir compte de ce que le but ultime de son mandat était de conduire le peuple qui lui était confié – la Namibie – à l'autodétermination et à l'indépendance. De manière non moins révolutionnaire, la conférence d'Helsinki, qui a traité dans le contexte de la guerre froide des règles devant régir les relations entre Etats, a proclamé que le respect des droits de l'homme par chaque Etat faisait partie de ces règles, instituant ainsi un droit de regard sur le comportement des gouvernements vis-à-vis de leurs propres citoyens, tournant le dos au séculaire « consensus westphalien ». Une ingérence en matière de droits de l'homme était ainsi consacrée. Puis vint « l'ingérence humanitaire », au nom de laquelle la Communauté

---

<sup>5</sup> Yadh Ben Achour, *Le Rôle des civilisations dans le système international*, Bruxelles, Editions de l'université de Bruxelles, 2003, p. 130.

internationale pourrait autoriser certaines actions sur le territoire des Etats malgré l'absence d'accord des gouvernements, ou l'absence de gouvernement effectif, dans l'intérêt de populations menacées. Le développement de ces tendances permettait à Kofi Annan de dire en 1999 qu'un « glissement » était en train de se produire vers de nouvelles possibilités d'intervention de la société internationale. Aussi bien, disait-il, la souveraineté des Etats n'est pas un absolu. Ils ne peuvent s'en prévaloir pour opprimer les peuples. A côté de la souveraineté des Etats, il y a une souveraineté des peuples, qu'il faut aussi respecter.

Du point de vue des rapports entre aires de civilisation, les évolutions que nous venons d'évoquer ont des aspects manifestement positifs. On ne peut que se réjouir d'un recul de l'arbitraire des pouvoirs, d'un progrès des droits de l'homme, du développement de recours judiciaires, même embryonnaires ; d'un mouvement en direction d'une démocratisation de la vie internationale. De plus, on ne peut nier qu'il serait souhaitable de voir s'étendre dans le monde l'aire où règnent des systèmes démocratiques. Ceux qui préconisent cette extension n'ont pas tort lorsqu'ils font valoir que les démocraties sont généralement animées d'un esprit plus pacifique que les régimes qui ne rendent aucun compte à leurs peuples.

D'un autre côté, il est facile de comprendre combien ces concepts sont difficiles à manier. Poussés trop loin, ils peuvent servir de prétexte à toutes les interventions. Un équilibre est nécessaire entre les vieux préceptes de souveraineté des Etats et de non-ingérence et les idées nouvelles de promotion des droits de l'homme, de politique de démocratisation et d'ingérence humanitaire. En matière d'ingérence, toute la question est de savoir qui la décide. Qui va dire, par exemple, que tel gouvernement est non démocratique, que tel autre est trop faible pour faire face à ses obligations internationales ? Chez les pays les plus faibles, le soupçon apparaît vite d'un droit nouveau, sélectif, imposé par les Etats les plus riches et les plus puissants. Ce soupçon nourri par bien des pays « en développement » est d'autant plus fort qu'une grande partie des règles de droit leur semblent appliquées selon ce qu'ils nomment volontiers un « double standard ». Deux exemples suffisent : la non-prolifération de l'arme nucléaire, certains pays qui ne la possèdent pas étant soumis à toutes sortes de suspicions, d'enquêtes, de contrôles, tandis que d'autres – un autre en tous cas – en dispose au vu et au su de tous sans qu'on lui en fasse grief. Le deuxième exemple est constitué par les résolutions du Conseil de sécurité touchant au conflit israélo-arabe, qui demeurent lettre morte sans que la Communauté internationale dépense de réels efforts pour en assurer la mise en oeuvre.

On peut se demander si, à travers ces changements, on n'assiste pas à un retour de ce système inégalitaire qui distinguait entre nations selon qu'elles étaient ou non « civilisées ».

Bien évidemment, l'inégalité entre les Etats n'a jamais totalement disparu. L'inégalité dans les faits est irrémédiable. Dans une certaine mesure, l'inégalité en droit en découle. Elle est organisée, d'une certaine façon, par la Charte des Nations Unies (cinq membres permanents) et par le traité de non-prolifération (cinq puissances nucléaires reconnues, les mêmes). Nul principe de droit ne peut empêcher certains pays de s'adonner à des consultations non ouvertes à tous, comme on le pratique annuellement au G-8. Entre égaux théoriques s'instituent des directoires de fait.

Au-delà de ces différenciations inévitables, on a vu réapparaître, à l'occasion de situations sans issue, critiques pour le bien-être et même la vie des populations, des idées et des expressions que l'on croyait oubliées depuis la fin des dernières possessions coloniales ; la notion de « *failed state* » par exemple. Comme autrefois, une « tâche blanche sur la carte ». Un espace où il n'y a plus de structures étatique, plus d'autorité « indigène ». L'intervention extérieure doit y suppléer. Le raisonnement n'est pas faux, et il est parfois nécessaire de le suivre. C'est ce qui fut fait en 1992 en Somalie, sans grand succès d'ailleurs. On voit en tous cas le danger. A l'époque, de bons esprits à l'Ouest avaient joué, moitié en plaisantant, moitié

sérieusement, avec l'idée de rétablir dans certaines de ces zones la formule du « mandat » de l'ONU.

On a vu aussi s'élever, depuis que les Etats-Unis sont l'unique grande puissance, et surtout avec l'administration américaine actuelle, une critique systématique des institutions multilatérales et des Nations Unies en particulier, couplée avec la promotion de la démocratie. Comment, a-t-on dit, une organisation qui groupe près de deux cent pays, dont la grande majorité ont des gouvernements non démocratiques, pourrait-elle être légitime pour dire le droit et le faire appliquer ? Conclusion implicite : Ce sont les pays développés et démocratiques qui doivent s'en charger. Dès les années quatre-vingt-dix, avec la transformation du rôle de l'OTAN et son élargissement, a commencé à apparaître le projet de faire de l'OTAN le « bras armé » de la Communauté internationale, l'exécuteur des décisions du Conseil de sécurité. Les tenants de cette thèse se sont réjouis en 1999, lorsque « les puissances », comme on disait au XIXe siècle, ont décidé de pratiquer une intervention militaire lourde au Kosovo et contre la Serbie, sans y être autorisées par le Conseil de sécurité. Francis Fukuyama, l'inventeur américain de « la fin de l'histoire », ne disait-il pas après la chute du mur de Berlin que, si l'on devait penser à une organisation internationale qui aurait les caractéristiques adéquates pour assurer le maintien de la sécurité, elle ressemblerait davantage à l'OTAN qu'à l'ONU ?<sup>6</sup> N'y a-t-il pas là une réapparition du « concert des nations » cher à Metternich ? On pense aussi à la « Sainte Alliance ».

La « Communauté internationale » a tendance à remplacer ce « concert des nations. Que recouvre cette expression ? Le professeur Huntington vend la mèche lorsqu'il indique dans son livre *Le choc des civilisations* que l'invocation des « intérêts de la Communauté internationale » sert à donner une légitimité globale à des actions qui reflètent les intérêts des Etats-Unis et des autres puissances occidentales ».<sup>7</sup>

On a eu donc à notre époque un double mouvement : une tendance à la démocratisation de la société internationale avec la mise en cause des privilèges traditionnels des Etats souverains au nom des droits de l'homme, du contrôle exercé par la société civile et du droit d'ingérence ; une tendance, au nom précisément de la promotion de la démocratie, à donner des prérogatives aux Etats les plus développés et donc à rétablir une suzeraineté collective des grandes puissances.

Ce qui contribue à expliquer la méfiance qui grandit dans le camp des défavorisés.

#### **4<sup>E</sup> TABLE RONDE : DU PARTAGE COMME VALEUR : ESPACES REELS, ESPACES VIRTUELS D'UN DIALOGUE AUTHENTIQUE**

##### **Michel Cool : Les espaces spirituels du dialogue**

Je voudrais vous parler d'une goutte d'eau ; une goutte d'eau dans un océan de complexité, de larmes et de sang aussi. Celui du conflit entre Israéliens et Palestiniens. Cette goutte d'eau n'a évidemment pas changé le cours de l'histoire. Elle a pourtant aidé plusieurs centaines de Français, comme moi, à devenir, selon André Malraux dans *La Condition humaine*, plus homme, en transformant « son expérience en conscience ».

Je parle ici en qualité de journaliste français, catholique, travaillant dans des médias, écrits et audiovisuels, confessionnels et laïcs. La goutte d'eau concerne la série de voyages pour la paix que j'ai organisée en Israël et en Palestine en 2004-2005, quand j'étais directeur

---

<sup>6</sup> Francis Fukuyama, *La Fin de l'histoire et le dernier homme*, Paris, Flammarion, 1992, p. 319.

<sup>7</sup> Samuel Huntington, "The Clash of Civilizations", *Foreign Affairs* 72 (3), p. 39.

de l'hebdomadaire *Témoignage chrétien*. Ces voyages n'ont pas fait courir à leurs six cents participants les mêmes risques que ceux encourus au péril et, parfois au prix de leur vie, par les héroïques fondateurs du journal : à la barbe de l'occupant nazi et de ses séides de Vichy, n'ont-ils pas osé distribuer leur propagande antifasciste et sauver beaucoup de juifs des griffes de la gestapo et des trains de la mort ? En faisant ces voyages, nous ne risquions pas non plus l'emprisonnement, comme au temps où TC s'éleva contre la guerre coloniale et l'emploi de la torture par l'armée française en Algérie.

Mais nos voyages en Israël et en Palestine s'inscrivaient dans la grande tradition d'une spiritualité chrétienne qui voulait s'incarner dans les déchirures et les combats de l'histoire. Comme disait André Mandouze, la résistance spirituelle n'est pas une posture abstraite, mais bien une obligation, une nécessité d'entrer en action, de se mettre en jeu personnellement. L'arbre qui dans l'Allée des Justes, au Mémorial de l'Holocauste à Yad Vashem, porte le nom du jésuite Pierre Chaillet, fondateur du journal, nous indiquait à chaque visite, que nous n'avions pas dévié de la route tracée par nos devanciers. De même en visitant des camps de réfugiés palestiniens et en parrainant des enfants nous ne pensions pas bifurquer de notre chemin.

L'originalité de ces voyages était de n'être pas des pèlerinages traditionnels. D'abord nos délégations étaient composées de catholiques, de protestants, de juifs et de musulmans, mais aussi d'hommes et de femmes n'appartenant à aucune religion. Ensuite, tous ensemble, et quoique très divisés sur les causes et les issues du conflit, nous allions des deux côtés du mur, en Israël et en Palestine, pour écouter et soutenir des acteurs de paix et de dialogue. Nous avons été reçus par Yasser Arafat dans sa résidence dévastée de Ramallah. A Jérusalem, un haut fonctionnaire israélien, devenu depuis ambassadeur à Paris, nous exposa le point de vue de son gouvernement. Chacune de ces rencontres créait des controverses, des tensions et des remous parfois très vifs dans nos groupes. Mais jamais ils n'ont explosé. La raison de leur solidité tient sûrement à ces temps de ressourcement et de prière qui jalonnaient notre route, et que l'on vivait intensément ensemble, côte à côte. Dans ces moments que nos amis incroyants appréciaient comme des reposoirs, chacun pouvait semble-t-il y puiser de la force et de la respiration, pour continuer la route, surmonter l'épreuve d'une réalité scandaleuse et supporter, bon an mal an, d'autres points de vue que le sien sur cette tragédie humaine.

Ces voyages ont eu, je le répète, l'effet d'une goutte d'eau sur les plans politique, économique, humanitaire et même religieux dans la région. Alors, à quoi bon les évoquer dans le cadre de ces Ateliers qui réunissent des experts, des chercheurs et des diplomates de haut vol qui ont plus d'entregent que ces « nomades du dialogue » sans lettres de créances, sans guère d'influence et de réseaux ?

D'abord, ces voyages « in situ » sont une esquisse, parmi d'autres sans doute, de ce que l'on peut faire pour impliquer davantage la société civile dans des processus de sensibilisation, d'initiation au dialogue entre les cultures et les religions. Leur vertu pédagogique a permis de mettre à jour des ignorances, des trous de mémoire, des soifs culturelles qui se sont exprimées sous forme de demandes d'information sur la situation géopolitique locale, ou de formation au judaïsme ou à l'islam. Ils ont aussi incité des participants à rejoindre des mouvements ou des réseaux de solidarité et de médiation en lien avec des militants israéliens et palestiniens...

Ensuite, ces voyages sont une illustration que le spirituel, quand il est délesté de toute orientation prosélyte et de tout calcul d'appareil, peut créer des espaces de dialogue authentique. Dans des situations d'épuisement, d'impotence du politique ou de déchaînement de la violence, les acteurs spirituels peuvent être d'utiles et de secourables des poseurs de passerelles, facilitant la circulation de ce qui reste d'humain dans des situations d'inhumanité extrême. Il n'est bien sûr absolument pas question pour le spirituel de se substituer au politique. Mais dans des situations d'urgence, le spirituel, comme l'action humanitaire, la



coopération culturelle, médicale ou scientifique, peut servir de trait d'union, de lien, de sas, quand tout devient brutalement opaque, irrespirable et paraît insurmontable.

A ce niveau de mon intervention, je souhaiterais évoquer des grandes figures méditerranéennes contemporaines, exemplaires, à mon sens, du service d'humanité, que peuvent rendre d'authentiques témoins d'une spiritualité chrétienne de l'engagement pour le dialogue et la paix. Je pense aux sept moines de Tibhirine et à l'évêque d'Oran Pierre Claverie. Ces hommes de prière et de silence avaient en commun d'être des religieux contemplatifs. La vie monastique est une spécialité chrétienne dans la famille abrahamique. Ces religieux ont donc mené l'aventure d'un dialogue et d'une convivialité authentiques avec le peuple algérien qui les accueillait. Leur mort tragique a rendu leur témoignage encore plus bouleversant sur les deux rives de la Méditerranée. Entendons-nous bien : leur mort n'est absolument pas une invitation à mourir en martyr pour la cause du dialogue. D'ailleurs, leur sacrifice apparaît incompréhensible, inutile et désuet aux yeux de beaucoup : le sacrifice de leur vie n'a pas fait reculer les forces du fanatisme et leur monastère de l'Atlas n'est plus habité. Ils n'ont pas de successeurs.

Alors à quoi ont-ils servi ces moines qui ont accepté de donner leur peau plutôt que de quitter leur poste de sentinelle du dialogue islamo-chrétien, comme les y invitaient leurs hiérarchies civiles et religieuses ? A être là, tout simplement. Car, « dans l'ordre de l'existence, écrivait Jacques Maritain, l'essentiel n'est pas de réussir, mais d'être là ». D'être là, sur les brèches les plus vacillantes d'une humanité gravement atteinte par la contagion de par la peur de l'autre.

Ces témoins authentiques du dialogue islamo-chrétien sont une source d'inspiration féconde à en juger par le nombre d'initiatives qui se réclament de leur message consigné dans des livres et de leur démarche. Je pense, par exemple, à un groupe de jeunes religieux qui s'est installé dans les quartiers populaires du nord de Marseille au milieu d'une population principalement d'origine maghrébine. Cette façon d'entrée en dialogue n'est pas très spectaculaire. Elle emprunte la voie extraordinairement discrète et méconnue des communautés monastiques. Je parle de celles qui sont dans le sillage réformateur du Concile Vatican II et du sommet interreligieux pour la paix, initié par Jean Paul II à Assise en 1986. Beaucoup de ces communautés, on l'oublie souvent, sont aux avant-postes du dialogue interreligieux et conçoivent dans les faits la spiritualité comme un espace de dialogues en ouvrant les portes de leurs monastères non seulement aux autres croyants, mais aussi aux représentants les plus divers des courants humanistes et laïcs contemporains.

L'offre spirituelle de dialogue peut avoir l'effet d'une goutte d'eau dans un monde obsédé, aveuglé par les notions de résultats, de rentabilité et de succès. Elle est portée par une minorité de témoins désarmés et silencieux. Elle n'en bouleverse pas moins un grand nombre de consciences motivées par la cause d'un dialogue persévérant, profond et durable entre les cultures et les religions. Ces sentinelles discrètes de l'altérité témoignent d'une sagesse et d'une audace sur lesquelles peuvent s'appuyer, s'ils le veulent, les acteurs politiques confrontés à une histoire immédiate qui ne leur permet pas toujours d'avoir le recul, la distance et le discernement suffisants pour résister au découragement ou pis, au renoncement. Ces sentinelles spirituelles du dialogue font partie de notre société civile et à ce titre, elles ne sauraient être oubliées.

## **Kamel Benamra : L'entreprise et la diversité**

La génération du « baby boom » partant à la retraite, la France va connaître un déficit de main d'œuvre ; le recours à l'immigration sera nécessaire. Pourquoi nous priver des réserves considérables de dynamisme, de compétences et de créativité qui existent chez nous, dans nos quartiers ? Tel est l'objet de la Charte de la Diversité, une initiative d'entreprises destinée aux entreprises.

L'objectif de ma présentation a été de faire prendre conscience de la réalité des discriminations pour des générations de personnes dites issues de l'immigration. La charte de la diversité est le premier événement insufflé par les entreprises et pour lequel les administrations sont impliquées. Au-delà de la mise en place de la charte, la création de la Haute Autorité de la Lutte contre les Discriminations et pour l'Égalité (HALDE) a été un moyen permettant de faire évoluer la lutte contre les discriminations au quotidien dans le monde du travail notamment.

En 2006, 4,9 millions d'immigrés -français et étrangers- résidaient en France, soit 8,1% de la population. En deux décennies, le niveau de formation s'est nettement élevé puisque près de 25% des immigrés sont diplômés de l'enseignement supérieur

L'égalité en droits de tous les citoyens est assurée par la Constitution. Pourtant, nombreux sont les citoyens issus de l'immigration, parfois hautement qualifiés, qui ne parviennent pas à accéder à un emploi, alors que leurs camarades de promotion y parviennent assez rapidement. Un « plafond de verre » bloque l'ascension sociale de nombre de nos concitoyens, discriminés à raison de leurs patronymes, de leur couleur de peau ou de leur lieu de résidence. Ils sont exclus de pans entiers de la sphère économique et de la vie publique.

La Charte de la diversité dans l'entreprise repose sur une idée simple. Les entreprises ont intérêt à refléter la diversité de la société dans laquelle elles sont implantées. De la même façon que la mixité hommes/femmes au travail est, de fait, un facteur de dynamisme social et un stimulateur de performances, la diversité relève non pas de la compassion mais bien de l'intérêt économique et social de l'entreprise.

Dans d'autres pays, les entreprises qui ont placé la gestion de la diversité au cœur de leur stratégie, sont conscientes que la diversité dans nos sociétés est devenue un avantage tant sur le plan économique que social, dont l'impact se fait sentir sur la créativité et la compétitivité des entreprises.

L'origine ethnique ne sera jamais « le » critère pour obtenir un emploi. La Charte cherche seulement à compenser un certain nombre de handicaps devant l'emploi dont souffrent nombreux candidats issus de l'immigration : absence du capital culturel, social, éloignement des réseaux, si importants dans la recherche d'un emploi. L'engagement de l'entreprise en faveur de ces candidats ne se conçoit qu'à qualifications égales. Il cherche à valoriser la compétence, et rien d'autre.

La Charte est un message fort, le gage d'une ouverture, une promesse claire en faveur de la non-discrimination et de la diversité en France. Cette promesse est une avancée importante, mais elle ne suffira pas. Il faut trouver les moyens d'une évaluation fiable, pour mesurer l'efficacité des pratiques inclusives mises en œuvre au titre de la charte.

*Qu'importe la couleur du chat, pourvu qu'il attrape des souris (Deng Tsiao Ping)*

## **François Ernenwein : La liberté de la presse**

Je me suis interrogé sur mon apport possible aux débats de Séville. Regardant la composition de notre groupe, les thèmes envisagés autour de la question des valeurs, je me suis dit que finalement la meilleure approche était celle ancrée dans mon métier de journaliste. En comparant les expériences françaises, occidentales, et celles d'un certain nombre de pays méditerranéens, j'en ai conclu qu'à des degrés divers, la question de la liberté de la presse était sans doute une question intéressante.

Non pas tant pour elle-même, comme principe, même s'il faut y tenir, mais pour les conséquences de son absence ou de son encadrement peuvent avoir sur la qualité du débat démocratique et sur le développement des sociétés civiles. Je postulerais volontiers que sans liberté de la presse, on ne peut atteindre un niveau satisfaisant dans le débat public, que cela influe sur les capacités de modernisation des sociétés et des Etats.

Je me suis souvenu aussi d'une expérience faite en Tunisie au début des années 90 - lors d'une tentative timide d'ouverture du Parlement à l'opposition - de formation de journalistes au compte rendu des débats. Je me suis aussi souvenu de voyages au Maroc, anciens et plus récents. Je suis souvenu des mésaventures de celui qui était alors le correspondant de la Croix à Tunis, le harcèlement dont était victime Taoufik Ben Brick à la fin des années 1990. Ce harcèlement s'est poursuivi pendant des années. Je me suis souvenu des témoignages d'un ami algérien, journaliste à Alger, à Paris, Sadek Aïssat, disparu depuis, sur les difficultés qu'il rencontrait à écrire dans les journaux algériens.

J'ai pensé aussi à l'état de la presse française. Et j'en ai conclu qu'il y avait là un sujet, sans doute plus complexe que les apparences, moins tranché que prévu. Mais de première importance.

Ma conviction est que la vie des valeurs et leur partage commencent par leur affirmation. Forte, peut être un peu péremptoire. Mais, pour le coup, indispensable. Lâcher un peu c'est ouvrir une brèche dangereuse.

La liberté d'opinion, d'où découle la liberté de la presse, est une sorte de socle, non négociable. Là où elle n'est pas installée, il faut se méfier. La démocratie ne se réduit pas à des procédures. C'est aussi une éthique de la discussion.

### *1. La liberté de la presse, une valeur universelle*

En France, fondatrice du droit des médias, la liberté d'expression représente un principe à valeur constitutionnelle énoncé par l'article 11 de la Déclaration des droits de l'homme et reconnue par l'article 10 de la Convention européenne des droits de l'homme. Elle trouve sa traduction dans la loi du 29 juillet 1881 relative à la liberté de la presse et la loi du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication qui a été modifiée et complétée en août 2000.

La liberté ainsi fondée est pleine et entière. Mais les problèmes surgissent aussitôt. Si la liberté d'expression est ainsi érigée en droit fondamental, ce droit n'est cependant pas illimité.

Des sanctions ont été prévues pour exclure la haine, le racisme...Elles viennent s'ajouter à celles qui protègent le droit à l'image, le respect de la vie privée, l'honneur et de la réputation, la présomption d'innocence... et l'ordre public.

En revanche, la loi n'interdit pas expressément la critique des croyances, des opinions, des philosophies, même lorsqu'elle s'énonce sur un ton polémique et irrespectueux. Ce qui fonde cette loi est la conviction que le mode d'existence démocratique ne se nourrit pas seulement du débat d'idées, mais du conflit.

La première conquête des démocraties a été la constitution d'un espace public de discussion et de confrontations des opinions. La liberté d'expression - la liberté de publier qui

concerne la presse, les livres et l'ensemble des grands médias - en est le corollaire. La confrontation des opinions, si dure soit-elle, nourrit l'existence démocratique en remplaçant la violence des armes par l'échange des mots et des idées.

Voilà le cadre dans lequel s'inscrit tout débat sur la liberté d'expression et toutes les autres réserves sont suspectes. Après, c'est une affaire de conscience. S'il existe une obligation pour les médias, une obligation d'abord professionnelle, c'est bien d'informer : informer sur les autres, plutôt que renforcer les stéréotypes et les amalgames. Mais ce n'est pas d'abord une affaire de droit.

## *2. La liberté de la presse, condition du débat démocratique*

Outre la vanité pratique des gouvernements à prétendre tout contrôler avec le développement d'Internet, la liberté de la presse participe au respect de la dignité humaine. La liberté de la presse n'est pas un droit que s'arrogent les journalistes. Elle est au centre, une condition dirais-je, de l'avancée vers des sociétés plus fraternelles.

Les faits d'abord. Les cartes de géographie montrent à l'évidence la corrélation entre liberté de la presse et démocratie. L'histoire -l'actualité aussi malheureusement - nous montrent également que les atteintes à la liberté de la presse sont toujours les signes de dérives autoritaires.

Les principes ensuite. Liberté religieuse, liberté d'expression, liberté démocratique participent toutes de la dignité de chaque personne humaine : la liberté est indivisible.

Aujourd'hui., les évolutions de l'économie ne sont pas sans effets sur la liberté de la presse.

Le marché de la presse écrite conduit à une concentration assez exceptionnelle. Les phénomènes de censure et d'autocensure qui s'ensuivent représentent une menace et déjà plus qu'une menace pour le pluralisme de l'information.

## *3. La liberté de la presse, du contrôle politique direct au contrôle économique masqué*

La presse a un pouvoir, mais son indépendance est plus souvent menacée par la pression économique que par l'influence du pouvoir politique.

Quelques menaces sont repérables.

*a. Tentation de l'occultation pour ne pas perdre de lecteurs*

*b. Les difficultés à parler de la corruption.* Corrompus et corrupteurs ont partie liée contre la transparence

*c. L'instrumentalisation des médias.* Les questions déontologiques ne se résument pas à s'interroger sur la morale des journalistes. Les dérives sont aussi largement le produit des conditions de production de l'information, du format des entreprises de presse et du rôle qu'y jouent, à force de concentration, de très grosses entreprises industrielles et financières.

Ces puissances nouvelles ont parfois du mal à éviter l'instrumentalisation des médias qu'elles possèdent pour servir des stratégies de groupe.

Or, la libre circulation des idées a besoin du pluralisme des entreprises de presse et de diffusion. La concentration croissante dans le domaine de la presse écrite et dans celui de l'audiovisuel appelle évidemment des mesures. Un contrôle est indispensable. Ne serait-ce que pour rendre encore possible le développement de nouveaux projets.

Certes, la mise en place de nouvelles technologies, la concurrence internationale exigent des entreprises de taille suffisante. Mais le regroupement doit se faire dans la transparence financière.

Analyser les médias et examiner leurs responsabilités concrètes ne peut se comprendre qu'à partir de la place qu'ils occupent dans le jeu des pouvoirs.

L'utilisation des médias dans les stratégies politiques, économiques ou même guerrières, est au cœur du débat sur leur liberté et leur responsabilité. Résister sans cesse est un enjeu majeur pour les journalistes. La tâche est rude et répétitive.

Dans le champ économique, le mouvement et les enjeux sont comparables à ceux du champ politique. Dans cette guerre universelle à la vérité, les journalistes peuvent jouer un rôle de veilleurs. C'est difficile, plein des pièges, mais c'est aussi la noblesse du métier.

*d. La tentation de l'influence.* La presse, si puissante, est-elle pour autant devenue ce quatrième pouvoir que certains ont cru voir émerger ? La question n'est pas inopportune. Mais loin de toute action mécanique, il semble que les médias n'aient d'influence que sur la longue durée en installant un thème et à condition que ce thème soit repris par les leaders d'opinion, ceux qui la font à l'intérieur de groupes plus restreints, de communautés d'appartenance, familiale, professionnelle, associative...L'influence est donc plus indirecte que directe. Jamais une campagne de presse, un thème développé par les médias ne peut s'imposer s'il ne rencontre pas l'adhésion de ceux qui, par cette influence au sein des groupes, convainquent les indécis, les incertains,...

Mais à l'inverse, nul angélisme n'est possible. C'est toute l'ironie du pouvoir des médias. Il est d'autant plus grand que les gens le croient faible, il est d'autant plus restreint que les gens le pensent illimité.

Dialectique terrible de l'innocence qui postule leur neutralité et de la paranoïa qui les croit coupables de tout. En fait, les médias agissent sur le climat de l'opinion et ils le forgent d'autant plus que les points de vue qu'ils présentent sont donnés comme ceux de la majorité ou des gens compétents, les fameux experts.

Cela ne suffit pas à en faire un quatrième pouvoir, sauf quand un média en situation dominante prétend agir directement dans le jeu politique ou économique et transforme la confiance en sa déontologie supposée en instrument d'exercice d'une influence en faveur de tel ou tel intérêt particulier.

Le pouvoir légitime qui découle de la capacité à distiller l'information est alors transformé en pouvoir d'influence, parfaitement condamnable.

A cette dérive repérable dans certains titres, à partir d'exemples, n'est pas une fatalité.

L'exigence professionnelle, la distance imposée aux médias, le refus de l'engagement en faveur de tels ou tels intérêts particuliers qui devraient guider toute morale de l'information ne ressemblent pas à une tiède neutralité. Ces ambitions restent compatibles par exemple avec la promotion d'une citoyenneté active au service de l'intérêt général.

Le travail des médias en général et de la presse écrite en particulier devrait être aujourd'hui de mieux hiérarchiser l'information, de distinguer, d'expliquer les enjeux., de ne pas prendre toujours pour argent comptant l'économisme dominant. Il peut s'agir aussi en période de crise de veiller à ne pas exacerber les tensions internationales ou nationales ou de renforcer les passions identitaires.

La fonction sociale d'un journaliste, sa dignité même, sont de contribuer à tisser des liens, à faire en sorte que, proches ou éloignés, les uns comprennent mieux les raisons des autres. Il peut ainsi être amené à promouvoir des valeurs douces comme la tolérance, la défense de la dignité humaine, l'ouverture au monde, la patience qui fondent en fait les valeurs fortes de résistance, de justice, de réforme...

C'est souvent une question de respect, de soi-même, journaliste, mais surtout de respect de ses lecteurs, auditeurs, téléspectateurs. Ils ont droit à une information, des services, une réflexion déontologique de qualité. Mais ils doivent aussi pouvoir être bousculés dans leurs conformismes. Les journalistes peuvent se faire un devoir de leur proposer des problématiques nouvelles. Même si elles sont dérangementes.

Cela permet de renvoyer chacun à ses responsabilités. Quand des lecteurs, des auditeurs ou des téléspectateurs se plaignent des insuffisances des médias, est-on sûr qu'ils en ont exploré toute la diversité ?

A condition bien sûr qu'existe la liberté de la presse.

### **Saïd Branine : L'internet comme espace de partage des valeurs au-delà des frontières nationales**

L'intervention portera sur le site Oumma.com qui constitue un bon exemple de partage des valeurs au-delà des frontières nationales.

#### *Présentation du site Oumma.com*

Fondé en 2000, le site Oumma.com est une initiative indépendante de nature culturelle, civique et informative.

- Ce site est réalisé par un collectif indépendant issu de plusieurs pays, réunissant des musulmans et des non-musulmans.
- Cette équipe est composée de personnalités dont la situation professionnelle est diverse (Professeurs d'université, cadres supérieurs, chercheurs, ingénieurs, journalistes...)
- Le site Oumma.com est le premier site de l'Islam francophone sur internet par son taux de visite/jour et sa qualité rédactionnelle (plus de 8 millions de visites mensuelles). Il bénéficie d'un immense prestige auprès de la communauté musulmane francophone dans le monde (125 000 abonnés à la lettre d'information et 8 millions de visites mensuelles).
- Le site Oumma.com est un site non confessionnel, car l'islam est aussi un formidable patrimoine artistique, culturel et intellectuel
- Le site Oumma.com n'est pas dans une démarche d'apologie, de prédication, et de prosélytisme.
- Le site Oumma.com a dès le début de sa création transcendé son appartenance « religieuse » pour s'ouvrir et solliciter des intellectuels, des universitaires, des militants associatifs issus de toutes les familles religieuses et idéologiques qui se retrouvent sur des valeurs communes, notamment celles d'ouverture sur l'universel et respect du pluralisme.

La première page du site où figurent les articles et les vidéos du site, constitue un espace de débat ouvert sur la pluralité qui a été plutôt facile à mettre en place. En revanche, il en va tout autrement sur les forums de discussion ouvert à tous les internautes.

#### *Les forums d'Oumma*

Il y a deux types de forums. Les forums de la première page qui permettent de réagir aux articles et les forums de discussions classiques avec création de thèmes de débat. Le forum de discussions mejliss.com qui a été mis en place par l'équipe Oumma.com, avant d'être cédé en 2006 à une autre équipe, enregistre actuellement plus de 25 000 inscrits, dont plus de 4000 internautes actifs chaque jour.

Dès le début de sa création, le forum d'Oumma a été rapidement confronté à un choc religieux et culturel entre musulmans. Puisqu'on avait au sein d'un même forum, pratiquement toutes les tendances de l'islam (shiites, sunnites, ceux qui s'affirmaient comme modernistes, les traditionalistes, les piétistes, les salafistes, les frères musulmans, les soufis. Des internautes issus d'Afrique du nord, d'Amérique du Nord, de France, et de certains pays du golf.

Le choc a été terrible, puisque les échanges étaient conçus comme un affrontement ou devait sortir un vainqueur (le courant que l'on défendait) et un vaincu (l'autre courant).

Il n'y avait que des arguments d'autorité, des invectives, des insultes, des imputations malveillantes. Les internautes s'excommuniaient réciproquement. Il régnait une atmosphère agressive et insultante. Il a donc été décidé de fermer le forum pendant une semaine, en justifiant cette fermeture par la violence des débats. Mais cette fermeture n'a en rien calmé les esprits, puisque dès la réouverture des débats, il régnait la même ambiance violente et intolérante. Ce climat d'intolérance s'explique à la fois par l'anonymat des intervenants, puisque la règle des forums est de prendre un pseudo, l'anonymat favorise ce type de dérives.

Ce climat d'intolérance s'explique également par cette absence de culture du débat au sein de nombreux internautes où chacun cherche à imposer sa vérité, sa propre interprétation de l'islam. Outre la diversité des courants au sein des musulmans qui était très mal vécue, s'ajoutait la diversité géographique puisque les internautes étaient issus de plusieurs pays.

Face à ces dérives du forum, le site Oumma.com a donc décidé de mettre en place une équipe de modérateurs qui résidaient tous en France, et qui étaient surtout capables de se montrer neutres en demeurant loin de toutes ces violentes polémiques. Mais les résultats n'ont pas été très probants, la plupart des messages étaient censurés du fait encore de la virulence des propos. On a alors décidé de mettre en place une charte qui serait validée par tous les internautes avant inscription et participation des débats.

Cette charte affirme notamment :

- *Le Mejliss el Kalam est un espace d'échange d'idées, de débat et de partage sur l'Islam dans le respect des différents courants de pensée, des références spirituelles, et écoles théologiques.*

- *Pas de "procès" conduits par un ou deux intervenants à propos d'un autre. Il est strictement interdit de jeter l'anathème sur la foi des participants (takfir)*

- *[...] Parce que l'ambition de Mejliss El Kalam est de permettre le dialogue entre des personnes issues d'horizons souvent différents dans un climat constructif, la tolérance et l'ouverture font partie des qualités attendues des intervenants. Les propos violents, haineux, ou sectaires sont contraires à l'esprit de Mejliss, quelque soit leur habillage (même sous le couvert d'une rhétorique religieuse ou politique). Notre but est de consacrer l'expression la plus libre possible dans un climat serein, amical et respectueux des divergences d'opinion.*

Les internautes qui ne respectaient pas la charte après 3 rappels à l'ordre étaient suspendus puis exclus définitivement. Avec la mise en place de la charte (et beaucoup de patience, de persévérance, et de psychologie), les débats ont fini par se dérouler dans une ambiance plus respectueuse du pluralisme. Avec la notoriété du site, nous avons constaté par ailleurs la présence d'internautes non musulmans qui participaient de plus en plus au débat du forum.

Là aussi le choc a été « rude » : la plupart des débats étaient marqués par une incompréhension réciproque, chacun renvoyant l'autre à ses préjugés. Les insultes fusaient, ainsi que par moment des propos racistes et antisémites venant aussi bien des internautes musulmans, que des non-musulmans. On a donc décidé de revoir la charte afin de tenir compte de la nouvelle diversité des internautes :

La nouvelle charte affirme :

- *Ce forum est ouvert à toutes les personnes, sans distinction de leurs appartenances spirituelles, croyances (a)religieuses ou philosophiques, qui se reconnaissent dans l'esprit du forum et acceptent d'en respecter la charte*

- *Les représentants de partis politiques ou d'associations peuvent poster des messages, mais avec modération. Les gestionnaires du Mejliss el Kalam se réservent le droit d'être vigilant pour éviter tout éventuel contrôle idéologique du forum, notamment dans le cas des individus ou un groupe détourneraient la vocation du forum à des fins d'endoctrinement.*
- *Tout lien dirigeant vers un site raciste/antisémite/islamophobe sera effacé.*
- *Le ou les modérateurs se réservent le droit d'appliquer ces règles, en supprimant tout ou partie de certains messages, et en excluant des forums, temporairement ou définitivement, ceux qui les violeraient de manière flagrante ou répétée et systématique.*

Une équipe de modérateurs composée de musulmans et de non-musulmans a également été mise en place. La composition de cette équipe a été présentée aux internautes, sans pour autant donner le nom des modérateurs, mais en insistant sur sa diversité. Certains (une minorité) ont fait part de leur mécontentement en affirmant qu'ils ne souhaitaient pas que leurs propos soient « surveillés » ou censurés par des juifs, des athées, ou des chrétiens, ou des musulmans. Ils ont donc quitté le forum.

### *Conclusion*

Depuis la mise en place de la charte et des modérateurs, les échanges sont plus respectueux des différences. Certes, il peut y avoir des dérives et il y aura toujours des dérives, mais elles demeurent très minoritaires. Il est donc possible avec internet de créer un espace de débat et de dialogue entre des internautes à l'appartenance idéologique, géographique, et religieuse complètement différente. L'ouverture appelle l'ouverture.

### **Betül Tanbay : Syntaxe et sémantique, l'inversion des rôles**

*Ante todo, permiteme agradecerles a nuestros anfitriones sevillanos en español.*

As a mathematician, I am participating in this highly interesting meeting as a bit of an outsider. In times of urgency, however, a different look can sometimes lead to new approaches for the experts. Mathematicians are usually thought to be problem solvers, people who have answers. Actually, and disappointing as it may seem, mathematicians are perhaps even more prone to raising problems than to solving them!

Just a small warning: mathematics is a beautiful and noble process for thinking (remember Jacobi's famous answer: "pour la gloire de l'esprit humain") but "mathematization" is quite a dangerous game, we have all seen examples in economics, demographic engineering, statistics etc.. In this ten minute talk, I hope to convey some functioning of mathematics as an example of a way of reflection.

Mathematics is founded on the two basic notions of syntax and semantics, syntax being at the service of semantics. The first step of mathematical research is asking relevant questions and knowing how to formulate them. Often, simply asking a question in different ways helps in arriving at a solution. A mathematical proof starts with writing down what we HAVE, followed by writing down what we WANT. Research is a constant back-and-forth between them. Sometimes what you have changes, sometimes you have to change what you want. Contrary to what is commonly believed, compromise is one of the premises mathematicians work with.

In politics, it is frightening to see that politicians have so many answers and less and less questions. Not going back constantly to the questions, results in words becoming hollow entities. Words, such as democracy, liberty, equality, become devoid of meaning. Syntax is not at the service of semantics anymore but semantics at the service of syntax.



The time allocated for reflection becomes less and less, and we end up listening to an unbearable series of empty formulas finding their culmination in such claims as “making war in the name of peace”. Reflection is overtaken by simplification. Complicated multi-dimensional problems are brutally confined to short-sighted reductions. Just as in our daily life, in our political problems, there are at least four dimensions: space-time. Even in elaborate reflections, what is very often forgotten is the concept of time, thus reducing our world to the three-dimensions of the planet. In seeking solutions to conflicts, many further limit themselves to talking about geographical maps, thereby imprisoning our thoughts in two dimensions. And finally when we speak of borders, our minds collapse down to one single dimension!

In mathematics the complexity of a problem is often measured with the amount of quantifiers involved in the problem. Quantifiers are universal (“for all ...”, “for every ...”) or existential (“there exists ...”). In political jargon, it is easily forgotten that the negation of a universal sentence is an existential one, and vice versa. Thus we easily fall into the trap of generalizing about the Israelis, the Muslims, the Jews etc.. There are few universal sentences that hold: a generic example for logicians is the sentence “All men are mortal”. Galileo was enough for the sentence “All men believe the world is flat” to be false. It is also needless to say that any sentence starting with “Muslims ...” is bound to be false, except for tautologies such as “Muslims are Muslims”!

Things get a little bit more complex when several quantifiers are involved. Also the order in which these quantifiers appear in a sentence is crucial. To give an example where two quantifiers are needed, let us look at the sentence “Every person has a mother” which mathematically would be “For every person, there is a person who is the mother of that person”. We will all agree that this sentence is true in the world we live. But the sentence “There is a person who is the mother of every person” obtained just by changing the order of the universal and existential quantifiers, claims more or less that God exists or that we all descend from a single person, and thus is much more arguable. In the same manner, the sentence “For all people, there is a way of coexisting” is very different than “There is a way of coexisting for all people”. The sentence “All people have to deal with some type of terror” is definitely a statement everyone will agree with, but why should everyone agree, as in the case of 9/11, with the sentence “There is one terror all people have to deal with”? This type of logical confusion leads to the imposition of one’s own values as universal values, thereby perpetuating many conflicts.

I will not bore you with the history of mathematics, but the big project of the “Unification of Mathematics” at the turn of the last century collapsed in the thirties mainly through the work of Kurt Gödel. Since then mathematicians started to talk much more about contexts and models, and came to agree on a bunch of mathematical sentences, called axioms, such as “sets exist”, “union and intersection of sets exist, subsets exist”, and have stopped challenging these axioms. In certain cases, it is mathematically legitimate to add an extra axiom as long as the system of axioms is consistent, i.e. paradoxes and contradictions do not arise in it.

In politics, the sentence “Israel exists” may not have been an axiom at one time, now it probably can be taken as such. Although of a different nature, shouldn’t today the sentence “ Hamas exists” be considered as an axiom? Denial certainly does not ease situations. For the future, we cannot ofcourse foretell which set of axioms will still be valid.

Fair reflection is needed for common axioms. The oft forgotten practice of “consistency” is critical to such a reflection, hence avoiding paradoxes. “Making war in the name of peace” is certainly one!

## NOTICES BIO-BIBLIOGRAPHIQUES DES PRINCIPAUX INTERVENANTS

1. **Jacques Andréani.** Sciences-po et ENA, diplomate, spécialisé d'abord dans les problèmes du monde russe, soviétique et communiste, puis dans les affaires des Etats-Unis et aussi du Moyen Orient. Chef de la délégation française pour la négociation de l'Acte final d'Helsinki (1972-1975), Directeur d'Europe, Ambassadeur en Egypte (1979-1981), Directeur des Affaires politiques (1981-1984), Ambassadeur en Italie (1984-1988), Directeur de cabinet, Ambassadeur aux Etats-Unis (1989-1995) Diverses missions dans les pays du Moyen Orient.
2. **Jean-Christophe Attias (président).** Directeur d'études à l'École pratique des hautes études, titulaire de la chaire de « Judaïsme rabbinique (VI<sup>e</sup>-XVII<sup>e</sup> siècles) ». Parmi ses publications les plus récentes : *Israël, la terre et le sacré*, 2<sup>e</sup> éd., Paris, Flammarion, coll. « Champs », 2001 ; *Les Juifs ont-ils un avenir ?*, 2<sup>e</sup> éd., Paris, Hachette, coll. « Pluriel », 2002 ; *Le Juif et l'Autre*, Gordes, Le Relié, 2002; *Petite histoire du judaïsme*, Paris, Librio, sous presse (avec Esther Benbassa). Avec E. Benbassa, il a notamment organisé, en mai 2004, la journée de rencontres « Juifs et musulmans. Une histoire partagée, un dialogue à construire » dont les actes ont paru à La Découverte en 2006 (Prix Françoise Seligmann contre le racisme), ainsi que, du 19 au 26 mars 2006, « Le Pari(s) du Vivre-Ensemble » (pour plus de détails voir : [www.parisduvivreensemble.org](http://www.parisduvivreensemble.org)). Il a par ailleurs dirigé, avec E. Benbassa, *Des cultures et des dieux. Pour une transmission du fait religieux*, Paris, Fayard, 2007. Il codirige la collection « Les dieux dans la Cité » chez le même éditeur.
3. **Yadh Ben Achour.** Né le 1er juin 1945. Juriste, publiciste, universitaire. Professeur à l'Université de Carthage. Membre de l'Institut de droit international. Ancien doyen de la faculté des sciences juridiques, politiques et sociales de Tunis. Ancien membre du Conseil constitutionnel tunisien. Juge au tribunal administratif de la Banque africaine de développement. Sans mention des travaux proprement juridiques de droit et de contentieux administratif, auteur des ouvrages suivants: *L'Etat nouveau et la philosophie politique et juridique occidentale*, *Politique, religion et droit dans le monde arabe*, *Normes, foi et loi*, *Conscience et droit*. *L'esprit civique et les droits modernes*, *Le rôle des civilisations dans le système international*, *La Cour européenne des droits de l'homme et la liberté de religion*, *Les représentations constitutionnelles dans l'islam sunnite*. Articles et études sur les questions de la philosophie politique islamique classique, de l'islam et des droits de l'homme, des rapports de l'islam et de la civilisation occidentale, de la situation politique du monde arabe actuel, des relations internationales.
4. **Kamel Benamra.** Directeur de la formation et de l'emploi au sein de l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances (ACSE). L'ACSE a été créée par la loi du 31 mars 2006 et son objectif est d'accroître la présence de l'Etat dans les quartiers sensibles, de concourir à la lutte contre les discriminations raciales et de renforcer les actions en faveur de l'intégration. Né en février 1954, Kamel Benamra est diplômé du Conservatoire national des Arts et Métiers en Management et gestion. En poste au ministère de la justice de 1998 à 2001, en charge de la gestion des cultes en milieu pénitentiaire mais aussi des dispositifs de lutte contre l'exclusion. Fortement impliqué dans le monde associatif sur les questions liées à l'intégration, à la diversité en politique.
5. **Mohamed Berrada.** Né à Rabat en 1938. Licence ès lettres de l'Université du Caire, 1973. Doctorat de la Sorbonne, 1973, en sociologie de la littérature. Maître de

conférences à l'Université Mohammed V, Rabat. Président de l'Union des Ecrivains du Maroc de 1976 au 1983. Écrivain marocain d'expression arabe: romancier, nouvelliste, critique littéraire et traducteur. Quelques-uns de ses romans ont été traduits en français, anglais, espagnol et italien.

6. **Pascal Boniface.** Docteur d'État en droit international public. Il est le fondateur et directeur de l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS) et enseignant à l'Université de Paris 8. Auteur d'une quarantaine d'ouvrages traitant de questions géostratégiques, dont *Vers la 4<sup>e</sup> guerre mondiale?*, *Halte aux feux*, dialogue avec Elisabeth Schemla, *Est-il permis de critiquer Israël?* Il a dirigé deux dossiers (*Revue internationale et stratégique*) sur « La société française et le conflit israélo-palestinien » et « Est-il permis de critiquer l'islam? ». Il est également chroniqueur régulier pour de nombreux journaux français et étrangers.
7. **Saïd Branine.** Journaliste politique à Radio France-Maghreb de 1994 à 1997, il a également été fondateur de la revue *Islam de France* dont il a codirigé la rédaction de 1996 à 2001. Cette revue qui a été classée « revue de référence » par le journal *Le Monde*, accordait une priorité à la demande d'intelligibilité visant la culture islamique, les sociétés du monde musulman et leur ancrage dans la modernité. En 2001, il a dirigé avec Guy Henebelle et Michel Renard, le numéro de la revue *Panoramique* « L'islam est-il rebelle à la libre critique ? » avec plus de vingt textes rassemblant des musulmans et d'ex-musulmans tels que Taslima Nasreen. En 2000, il est co-fondateur et responsable du site Oumma.com, 1<sup>er</sup> site de débat et d'information de l'islam francophone.
8. **Patrick Cabanel.** Ancien membre de l'Institut universitaire de France, il est professeur d'histoire contemporaine à l'Université de Toulouse-Le Mirail. Il y dirige l'équipe Diasporas (CNRS) et la revue du même nom. Ses recherches portent sur l'histoire comparée des religions et sur la construction d'un État et d'une société laïques en France, du 17<sup>e</sup> siècle à nos jours. Il a publié une douzaine d'ouvrages, dont *Trames religieuses et paysages culturels dans l'Europe du XIXe siècle* (2002) ; *Le Dieu de la République. Aux sources protestantes de la laïcité (1860-1900)* (2003) ; *Les mots de la laïcité* (2004). Il a dirigé notamment *La Fabrique des nations. Figures de l'État-nation dans l'Europe du XIXe siècle* (2003) ; *Un modèle d'intégration. Juifs et israélites en France et en Europe XIXe-XXe siècles* (2004) ; *Religions, pouvoir et violence* (2005) ; *Le grand exil des congrégations religieuses françaises 1901-1914* (2005) ; *Une France en Méditerranée. Écoles, langue et culture françaises XIXe-XXe siècles* (2006).
9. **Antonella Caruso.** Chercheuse associée à l'Institut Montaigne (think tank indépendant) sur un projet de recherche concernant l'autorité religieuse dans l'Islam en Europe. Je collabore aussi avec le groupe éditorial italien L'Espresso et notamment avec le magazine de géopolitique *Limes*, dont je suis la coordinatrice pour l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient. Je suis islamologue de formation (publications scientifiques 1985-92). Postes occupés: Italie: Ministère des Affaires Etrangères (assistante du Ministre pour les pays MENA 1989-92) et compagnie pétrolière ENI (conseillère du CEO pour les pays MENA 1992-99); Suisse Italienne: Lugano, Institut d'Études Méditerranéennes (program director des Tables Rondes Méditerranéennes 1999-2002).
10. **Michel Cool (rapporteur).** Il est journaliste. Il est producteur à *France culture* d'émissions de culture religieuse : *Histoire de la papauté*, *Histoire du christianisme*, *Les nouveaux théologiens*, *Entretiens avec Hans Küng*, *Jean Delumeau* etc. Il a collaboré à *La Vie*, *Pèlerin* et *Témoignage chrétien*. Il a organisé des voyages interreligieux pour la paix en Israël et en Palestine auxquels ont participé six cents

personnes. Il a présenté une émission littéraire pour *Le Jour du Seigneur* sur France 2. Il est formateur à L'École Supérieure de Journalisme (ESJ) de Lille. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages : *Mireille Nègre. Je danserai pour toi*, Desclée de Brouwer, 1984 ; *André Malraux. L'aventure de la fraternité*, Desclée de Brouwer, 1996 ; *L'évêque et le sociologue. Croire à l'aube du 21<sup>ème</sup> siècle*, Ed. de l'Atelier, 2004 ; *Les nouveaux penseurs du christianisme*, Desclée de Brouwer, 2006. En préparation: *Les nouvelles voies monastiques*, Albin Michel, 2008.

11. **Dominique Eddé.** Elle est née à Beyrouth en 1953. Ses engagements politiques auprès des Palestiniens datent de la fin des années 70. Historienne de formation, elle a travaillé dans l'édition, à Paris, puis aux Nations-Unies, à Rome. Auteur de plusieurs romans, dont *Cerf-Volant*, aux éditions Gallimard, elle a également conçu et publié une mission photographique internationale dans le centre-ville de Beyrouth en 1991. Son dernier ouvrage *Le crime de Jean Genet* est un essai paru aux Éditions du Seuil, en mars 2007. Elle a initié plusieurs interventions collectives, dont l'appel des 14 intellectuels arabes contre la tenue d'une conférence négationniste à Beyrouth, en mars 2001. Elle vit actuellement entre la Turquie et la France.
12. **François Ernenwein.** Rédacteur en chef de *La Croix* et de *la-Croix.com*. Maître de conférences à l'Institut d'Études Politiques de Paris. Membre du conseil d'administration du Bureau International de Liaison et de Documentation (BILD). Membre des comités de rédaction des revues *Études* et de *Documents-Revue des questions allemandes*. Articles à *La Croix*, à *Études*, au *Monde*, à *Latitude*, dans des domaines variés : politique intérieure et étrangère, économie (séjours prolongés dans différents pays d'Europe et aux États-Unis); reportages, critiques littéraires et cinématographiques. Coauteur d'un numéro spécial *Autrement* sur Moscou, du numéro de *Pouvoirs* sur la laïcité, de diverses études sur les questions politiques, économiques et sociales. A participé au début des années 1990, à l'appel d'une fondation politique allemande, à un cycle de formation de professionnels des médias tunisiens au journalisme parlementaire. Thème central : la liberté de la presse.
13. **Betoule Fekkar-Lambiotte.** Algérienne et Française, Betoule Fekkar-Lambiotte est empreinte des valeurs de l'islam. En Algérie, elle a assuré l'enseignement des Lettres modernes et, en 1961, les fonctions de directrice d'école normale d'institutrices. Arrivée en France, elle a été conseiller culturel à l'Ambassade d'Algérie. Inspectrice de l'Éducation nationale française, puis fonctionnaire internationale, elle a achevé sa carrière en étant conseiller personnel du Président L. S. Senghor. Elle a participé à de nombreux dialogues interculturels et interreligieux. La question des valeurs, de leur partage et de leur transmission est au cœur de ses préoccupations. Elle est l'auteur de *La Double Présence* (Seuil, 2007) et a participé aux ouvrages collectifs : *Questions de l'être* (Albin-Michel), *Lettres à Dieu* (Calmann-Lévy), *Sagesse pour aujourd'hui* (Calmann-Lévy).
14. **Jean-Pierre Filiu.** Professeur associé à l'Institut d'études politiques (Paris).
15. **Odd-Bjørn Fure.** Director at the Center for Studies of Holocaust and Religious Minorities in Norway. Fields of research: history of the Labour movement, Norwegian foreign politics, international relations and the international government, World War II, Holocaust and Nazism, the history of civilization and mentality, history of science. Among his most recent publications: *The Irving Process: History, law and remembrance*. *Samtiden*, 2, 2002; *Extermination of the European Jews*, *Nytt Norsk Tidsskrift*, 2, 2002. From September 2000, he is engaged in the production of a history of Europe in the 20<sup>th</sup> century in a global perspective.
16. **Alberto Sucasas.** Il est professeur de philosophie de l'Université de A Coruña (Espagne). Il développe un travail de recherche sur la tradition philosophique et

religieuse juive et sa présence dans la pensée contemporaine (surtout Lévinas et Derrida). Il a traduit des oeuvres de J.-C. Attias et E. Benbassa, M.-A. Ouaknin, H. Meschonnic et A. Neher, parmi d'autres. Il est l'auteur de trois livres: *El rostro y el texto. La unidad de ética y hermenéutica* [Le visage et le texte. L'unité de l'éthique et de l'herméneutique] (Barcelone, 2001), *Memoria de la Ley* [Mémoire de la Loi] (Barcelone, 2002; Buenos Aires, 2004) et *Levinas: lectura de un palimpsesto* [Levinas: lecture d'un palimpseste] (Buenos Aires, 2006).

17. **Betül Tanbay**. Professeur à l'Université du Bosphore, Istanbul.

18. **Michael Warschawski**. Veteran Israeli activist for peace and justice. Born 1949 in Strasbourg (France). Lives in Jerusalem since 1965. Studies in philosophy and political sciences at Hebrew University in Jerusalem. One of the founders of Yesh Gvul (Reserve soldiers against the war in Lebanon). 1982. Three times in military jail for refusing to serve in Lebanon and the Palestinian Occupied Territories. Co-founder and general director of the Alternative Information Center (1984-1999). Arrested (1987) and sentenced to 20 months in prison for cooperation with Palestinian organizations (1990). Since 1999, works as a journalist and political analyst. Published several books on the Israeli-Arab conflict, on the Israeli society and on Anti-semitism, including *On the Border*, translated in 11 languages. Married to Human Rights lawyer Lea Tsemel, and father of two sons and one daughter.